



# AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the  
media landscape in Africa



## TOGO 2010

**Published by:**

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)  
fesmedia Africa  
Windhoek, Namibia  
Tel: +264 (0)61 237438  
E-mail: [fesmedia@fesmedia.org](mailto:fesmedia@fesmedia.org)  
[www.fesmedia.org](http://www.fesmedia.org)  
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

**ISBN**

No. 978-99916-864-6-2

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or *fesmedia Africa*. *fesmedia Africa* does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

# TABLE DES MATIERES

## **Secteur 1** **11**

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue

## **Secteur 2** **27**

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

## **Secteur 3** **41**

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

## **Secteur 4** **54**

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau

## **ENGLISH** **69**

English Version  
African Media Barometer  
Togo 2010

# Le Barometre des Medias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation holistique de l'environnement médiatique sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout en servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux dans les pays où la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est basé en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).

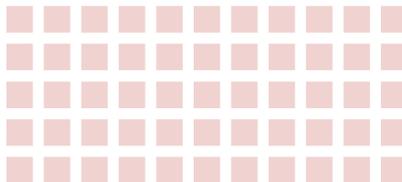
## Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Au cours de l'évaluation, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du report AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

- 1** Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères de l'indicateur



La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

## Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport, les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger d'éventuelles répercussions négatives.

Avec le temps, les rapports biannuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

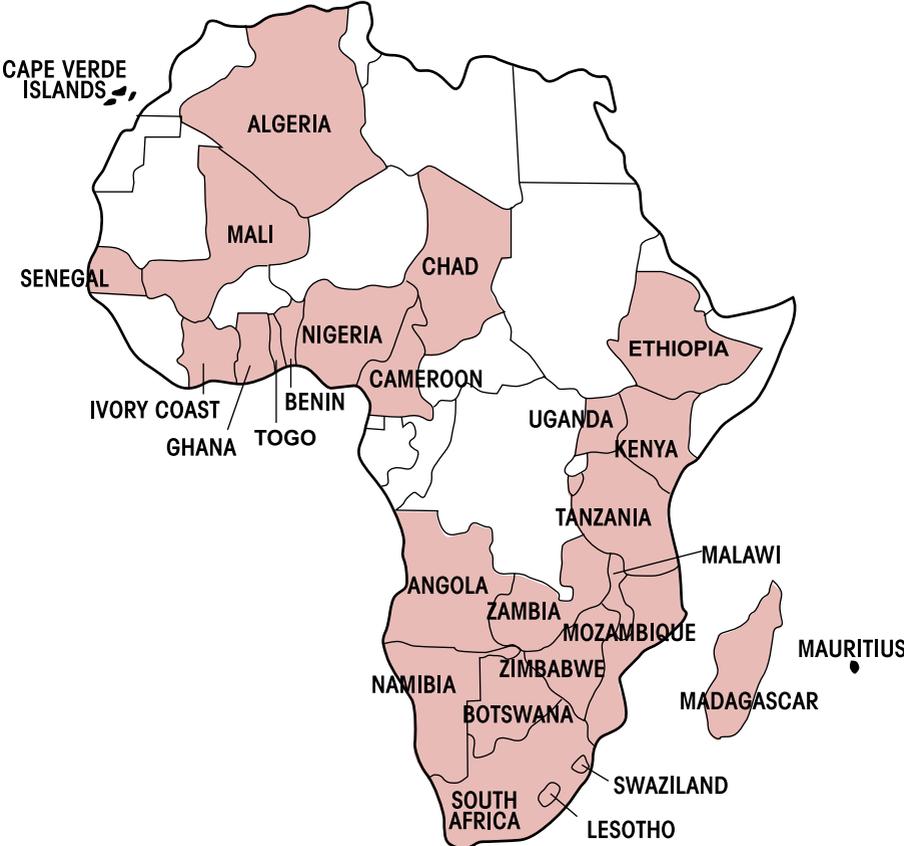
La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux intervenant uniquement dans la convocation des membres du panel et du garants d'une méthodologie standardisée. Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les points de vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.

Vers la fin de 2010, le Baromètre des Médias Africains s'est déjà tenu dans 27 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

**Mareike Le Pelley**  
**Directrice du Projet Médias**  
**en Afrique (fesmedia Africa)**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung,**  
**Windhoek, Namibie**

**Kaitira Kandjii**  
**Directeur Regional**  
**L'Institut des Média pour**  
**l'Afrique Australe (MISA)**  
**Windhoek, Namibia**



*Les 27 pays d'AMB 2005-2010*

# BAROMETRE DES MEDIAS EN AFRIQUE – TOGO 2010

## Resumé

La constitution togolaise, à l'instar des constitutions des autres pays africains, garantit la liberté d'expression en général, et la liberté de presse en particulier. Par exemple, la publication d'un journal, de quelque nature que ce soit, n'est pas soumise à autorisation. Il suffit simplement d'en faire la déclaration préalable. C'est même la constitution qui organise le fonctionnement et définit le rôle de l'instance nationale de régulation des médias.

Par contre, le panel du baromètre a constaté que la législation togolaise ne clarifie pas toujours certaines notions relatives aux libertés qui sont évoquées par la Constitution. Par exemple, il n'existe nulle part dans la législation togolaise une « définition claire et acceptable » de la notion d'ordre public. Une notion jugée restrictive de liberté.

Sur le plan de l'exercice des libertés, le panel est plutôt divisé. Certains estiment qu'aujourd'hui les Togolais se défoulent après avoir été opprimés pendant longtemps. Aujourd'hui donc ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent alors que par le passé il fallait faire attention à ce qu'on disait « même dans sa propre chambre ». D'autres panélistes estiment, par contre, qu'il y a toujours des sujets sensibles qui font réagir les autorités. Un des panélistes a évoqué notamment « les interventions intempestives de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) dans le travail des journalistes et des médias ».

Ainsi des panélistes pensent que les citoyens, y compris les journalistes, usent de la liberté d'expression à leurs « risques et périls », si l'on tient compte du fait qu'il existe encore des agressions et des menaces contre les journalistes. Un conseiller français de l'armée togolaise a menacé un journaliste photographe lors d'une manifestation de l'opposition, le 10 août 2010. Le même journaliste photographe fera d'ailleurs l'objet d'un enlèvement et d'une bastonnade par des gendarmes.

L'arsenal juridique togolais n'est pas répressif mais il fait l'objet d'excès dans son application. Ces excès sont possibles à cause du caractère flou de notions telles que « ordre public », « secret défense », etc. Quant aux textes internationaux tels que les conventions, les déclarations, les traités, etc. dont le pays est signataire, la constitution togolaise reconnaît leur primauté. Mais cela ne se traduit pas toujours par une application sur le terrain.

Pour le panel du baromètre, il n'y a pas réellement d'obstacle légal ou réglementaire à l'entrée dans la profession de journaliste. Toutefois, le Code de la Presse en définit les conditions d'exercice. Celui-ci indique notamment que le journaliste n'est pas obligé de révéler ses sources. Mais, selon les panélistes, les forces de sécurité tentent souvent de contraindre les journalistes, interpellés dans le cadre de l'exercice de leur profession, à révéler leurs sources.

De par la loi, tous les citoyens peuvent accéder sans restriction à l'information publique. Mais dans la pratique, il y a beaucoup d'obstacles dont le plus important est sans aucun doute le zèle des fonctionnaires qui se réfugient derrière la hiérarchie. L'accès à Internet est libre et ne fait l'objet d'aucun encadrement juridique effectif. Par contre, des témoignages font état de l'intrusion, et même du piratage de comptes privés. A titre d'exemple, un mail envoyé par la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme à la Ligue Internationale des Droits de l'Homme aurait été bloqué et n'est donc jamais arrivé à destination.

Les organisations de la société civile s'engagent parfois aux côtés des médias pour défendre la liberté de presse. Mais cet engagement n'est pas résolu, à l'image de la faiblesse de l'engagement des médias à défendre la liberté de la presse.

Au Togo il y a une large gamme de sources d'information : une soixante de parutions, dix chaînes de télévision, plus de 85 stations de radio dont une vingtaine dans la capitale Lomé. Mais les journaux ne sont pas toujours réguliers et sont plutôt chers (en moyenne 0,5 dollar US la copie) si l'on se réfère aux revenus moyens (moins de soixante dollars US par mois).

Il est interdit aux stations de radio de reprendre telles quelles les émissions des radios étrangères sans l'autorisation de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication. Il arrive même que Radio France Internationale soit brouillée quand elle traite de sujets jugés sensibles pour le pays. Les correspondants d'un certain nombre de médias français ont même eu des difficultés à obtenir leur accréditation pour couvrir l'élection présidentielle de Mars 2010 au Togo.

En ce qui concerne la presse écrite locale, il arrive que les préfets fassent saisir des journaux.

Sa diffusion est plutôt limitée, sans soutien franc de la part de l'Etat. Certains panélistes avancent que c'est pour des raisons politiques, le pouvoir ne voulant pas que les citoyens soient bien informés. D'autres ont un avis contraire et affirment que les journaux se lisent sous le manteau face au zèle des préfets censeurs. En fait, la véritable difficulté est le prix élevé des journaux par rapport au pouvoir d'achat des citoyens, surtout dans les zones rurales. C'est pourquoi il n'existe pratiquement pas de presse régionale.

Il existe un quotidien publié par l'Etat. Il n'a aucune indépendance éditoriale. Une loi organise la concurrence et rend en principe la concentration des médias difficile. Ainsi, il est stipulé explicitement qu'aucune personne physique ou morale ne peut contrôler plus de 20% des titres publiés ou des stations de radio ou de télévision. Mais la loi n'est pas parvenue à éviter la concentration des médias.

L'Etat accorde une aide publique à la presse mais cet acte n'est pas nécessairement guidé par le souci de la viabilité des médias ou la diversification du paysage médiatique. Certains panélistes pensent que l'objectif visé pourrait être de s'assurer la bonne volonté des journalistes. Ce soutien d'ailleurs n'est pas régulier et les montants sont fluctuants.

En ce qui concerne le contenu des médias, il est fait peu de place aux femmes. Cela tient essentiellement à des raisons culturelles. D'après les panélistes, au Togo les femmes n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public. Elles sont encore peu nombreuses à s'être engagées en politique. Apparemment c'est un domaine dangereux puisque, d'après un panéliste, les femmes craignent de « mourir et de ne pas pouvoir s'occuper de leurs enfants ». Selon les panélistes, la situation pourrait changer grâce au travail de formation des femmes par diverses associations.

Au plan politique, le contenu des médias est marqué par un net clivage entre pouvoir et opposition. Pour le reste il y a un réel effort de diversification des opinions et courants de pensée. Le fait est que dans la capitale, par exemple, les radios sont ouvertement favorables à l'opposition, dans leurs tonalités et leurs lignes éditoriales. En conséquence, les représentants du pouvoir rechignent à venir s'exprimer sur ces radios.

Au Togo, il n'y a pas de loi d'orientation en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Toutefois dans sa plateforme électorale au mois de mars 2010, le chef de l'Etat s'était engagé à porter le taux de pénétration du téléphone et de l'internet à 75% dans les cinq prochaines années.

Le marché de la publicité est étroit au Togo. L'Etat est le principal annonceur et beaucoup de panélistes pensent qu'il a des motivations politiques dans sa politique d'attribution des contrats de publicité.

L'audiovisuel togolais est régi par le Code de la Presse dont les dispositions sont trop générales. Il n'y a pas de loi spécifique à l'audiovisuel. Ce qui fait que deux instances interviennent dans l'attribution des fréquences : la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), et l'Autorité de Régulation des Télécommunication et de la Poste (ARTP).

L'organe de régulation des médias, la HAAC, est indépendante dans les principes. Ses membres sont nommés selon des critères très stricts. Par exemple, ils ne peuvent pas détenir des parts d'une entreprise de presse. Ils ne peuvent pas non

plus détenir un mandat électif politique. Cependant dans les faits, le pouvoir politique intervient dans le processus. Par exemple, quatre des neuf membres de la HAAC sont nommés à la discrétion du Président de la République, même si c'est dans le respect de critères définis. Certains pensent tout de même que c'est aux membres de la HAAC de prendre leur responsabilité et que l'organe de régulation peut être indépendant.

Il n'y a pas de conseil d'administration pour le diffuseur public. Il dépend directement du ministère de tutelle et son budget est inclus dans celui du ministère. Le Directeur Général est nommé après avis de la HAAC, mais un panéliste tient à préciser qu'il est révocable à tout moment. Il découle de ce statut que le diffuseur public ne jouit pas de l'indépendance éditoriale. Seule la radio publique couvre la totalité du territoire national. Pour la télévision, il y a encore quelques poches.

D'après le panel du baromètre, le diffuseur public fait un réel effort pour diversifier ses programmes et refléter les différents courants de la société. Mais ces efforts trouvent leurs limites dans le domaine politique. Ici, le diffuseur public déploie beaucoup d'ingéniosité pour éviter les questions qui peuvent heurter le pouvoir en place. C'est seulement pendant les périodes électorales où, en respect des dispositions réglementaires, les temps d'antenne sont répartis selon des critères convenus.

Au plan du contenu local, le panel a noté quelques initiatives louables comme le journal des régions à Radio Lomé, et l'utilisation des langues locales. Quant à la télévision publique, elle envoie des équipes collecter des informations dans les régions pour diffusion. Mais elle manque de moyens et ne le fait vraiment que lors des déplacements du chef de l'Etat à l'intérieur du pays.

Enfin, la radio communautaire est un phénomène relativement nouveau au Togo. Elle n'est donc pas encore prise en charge par la loi.

Les médias ont créé un Observatoire Togolais des Médias (OTM). Il s'agit d'un tribunal des pairs qui veille aux normes professionnelles et à la déontologie. L'OTM tient son autorité du fait que ses avis sont pris en compte dans l'attribution de l'aide à la presse. Cependant, il ne bénéficie pas de la confiance de l'ensemble des organes de presse. On lui reproche en effet d'émettre souvent des avis favorables aux autorités.

Le manque de formation fait que, selon certains panélistes, les journalistes inventent parfois des informations ou ne vérifient pas les faits avant exploitation. Ils sont également sujets à la manipulation. Les panélistes ont aussi donné une explication historique à cet état de fait. D'après eux, les premiers journalistes étaient surtout des militants politiques, des « combattants de la liberté ». D'où le parti pris manifeste dans la plupart des journaux encore aujourd'hui.

Toutefois un panéliste invite à ne pas généraliser le manque d'objectivité des médias au Togo. Il estime qu'il y a des médias qui font du bon travail. Seulement les populations veulent « une presse de défolement ». Les médias professionnels se vendent donc difficilement.

L'investigation ne semble pas être le fort des médias togolais. Certains panélistes avancent que c'est dû au manque de formation alors que d'autres indiquent qu'il y a bel et bien eu des formations dans ce domaine sans que cela ne change la situation. Les panélistes estiment qu'il y a un effort pour prendre en compte l'égalité des sexes dans les médias togolais. L'exemple cité est Madame Claudine Akakpo, Directrice de l'Agence Togolaise de Presse (ATOP). Mais s'il y a de plus en plus de femmes journalistes sur le terrain, leur promotion se heurte parfois à des questions culturelles et sociales.

L'autocensure est une pratique courante dans les médias togolais. Dans le secteur public en particulier, les journalistes se retiennent volontairement par crainte pour leur emploi. Dans le secteur privé, c'est surtout la crainte d'agressions, du fait des personnes citées, qui motive l'autocensure. Celle-ci porte surtout sur les questions politiques et économiques, et parfois quand les patrons de presse sont impliqués dans des faits. D'ailleurs, d'après les panélistes, les patrons de presse empiètent « systématiquement » sur l'indépendance éditoriale des médias. Il arrive tout de même que des journalistes s'opposent à cette interférence en invoquant la clause de conscience, ou parfois quittent l'entreprise de presse pour protester.

La corruption est endémique dans les médias togolais d'après le panel. Des organes de presse reçoivent de l'argent pour adopter une certaine ligne éditoriale et les patrons de presse acceptent que leurs journalistes reçoivent de l'argent. En période électorale des organes de presse acceptent de l'argent pour couvrir un candidat donné. Enfin, les événements où les journalistes sont susceptibles de percevoir des per diem sont particulièrement courus. Ces per diem sont connus sous l'appellation de « gombos ».

Les conditions de travail dans les médias togolais sont déplorables. Les journalistes perçoivent en moyenne trente à quarante dollars US par mois. Certains journalistes travaillent même bénévolement et survivent grâce aux « gombos ». Dans de rares cas, les salaires peuvent aller jusqu'à deux cents dollars US par mois.

Les conditions générales de travail sont caractérisées par la faiblesse des moyens logistiques.

Il existe des structures de formation au journalisme au Togo et les associations des médias s'efforcent de former leurs membres dans ces structures.



# SECTEUR 1:

**La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue**

# La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue

## 1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

La Constitution togolaise stipule, en son article 25, que « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte, d'opinion et d'expression ». De manière plus spécifique, l'article 26 de la Loi fondamentale précise que « la liberté de presse est reconnue et garantie par l'Etat. Elle est protégée par la loi ». Par ailleurs, le titre IX de la Constitution togolaise traite de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Ainsi, aux termes de l'article 130 de la Constitution du Togo, la HAAC a pour mission « de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse et des autres moyens de communication de masse ». La composition, l'organisation et le fonctionnement de la HAAC sont définis par une loi organique.

De l'avis de l'un des panélistes, la liberté d'expression et la liberté de presse découlent naturellement de la liberté de pensée. Or, celle-ci figure en bonne place parmi les libertés publiques que la Constitution togolaise s'engage, dans son préambule, à garantir et à protéger. Ce panéliste souligne, pour s'en féliciter, que l'article 26 de ladite Constitution stipule que l'interdiction d'une publication ne peut être prononcée qu'en vertu d'une décision de justice.

Toutefois, certains participants au panel ne manquent pas de noter qu'après avoir posé, sans équivoque, le principe de la liberté d'expression et de la liberté de presse, le constituant togolais en détermine les limites de l'exercice. C'est ainsi que, s'agissant des libertés évoquées dans l'article 25 de la Constitution, la Loi fondamentale précise que « l'exercice de ces droits et libertés se fait dans le respect des libertés d'autrui, de l'ordre public et des normes établies par la loi et les règlements ».

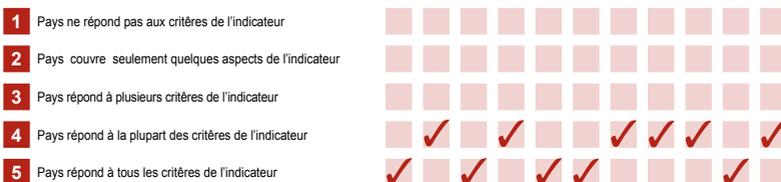
Si d'après la Constitution, « toute personne a la liberté d'exprimer et de diffuser par parole, écrit ou tous autres moyens, ses opinions ou les informations qu'elle détient... », le législateur togolais s'empresse de préciser que cela doit se faire « dans le respect des limites définies par la loi ».

Or, tout en reconnaissant la nécessité de limiter par la loi le champ de chaque liberté, plusieurs panélistes notent que la définition de certaines notions juridiques est « mouvante voire simplement inexistante ». Ce qui laisse libre cours à

l'interprétation que chaque acteur veut en faire. Selon l'un de ces panélistes, par exemple, il n'existe nulle part dans le droit togolais une définition de l'ordre public. Il faudrait, selon lui, qu'une juridiction togolaise en donne une définition claire et acceptable.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 4.5

## 1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

La question de l'exercice effectif et entier du droit à la liberté d'expression divise profondément les membres du panel. A entendre certains panélistes, les Togolais, longtemps privés de leur droit à la parole, profitent amplement des nouveaux espaces de liberté conquis ces dernières années. « C'est comme si on les avait comprimés et, soudain, on a ouvert les vannes » commente l'un d'entre eux. Pour preuve, on note une prolifération d'émissions interactives sur les chaînes de radios, surtout depuis l'élection présidentielle de mars 2010.

Un autre participant au panel assure « qu'aujourd'hui, à Lomé, les gens peuvent tout dire, n'importe où. Alors qu'il y a quelques années, on ne pouvait pas s'exprimer, même pas dans sa propre chambre ». Ce panéliste évoque le souvenir de la radiation de deux de ses collègues durant cette période, dont l'un pour avoir créé un parti politique.

L'effectivité du droit à la liberté d'expression ne serait qu'apparente, d'après d'autres panélistes. Le cas des fonctionnaires en serait la parfaite illustration. Le niveau d'effectivité du droit à la liberté d'expression semble dépendre largement des sujets discutés, de la catégorie de citoyens qui l'exerce, de la période considérée, du contexte sociopolitique du moment et du lieu d'exercice de ce droit.

Pour étayer leurs arguments, les panélistes qui estiment que la liberté d'expression n'est pas effective évoquent notamment de nombreuses interventions de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, les plaintes déposées par des autorités et les menaces qui planent sur les journalistes. Un panéliste cite le cas de journalistes qui ont été convoqués et proprement tancés par la HAAC dont ce journaliste qui avait réalisé un dossier sur l'indépendance du pays.

D'une part, certains panélistes estiment que ce droit n'est pas effectif ou ne l'est, tout au plus, qu'en apparence. A l'appui de ce point de vue, l'un des participants évoque des interventions intempestives de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication dans le travail des journalistes et des médias.

D'autre part, certains panélistes pensent que le droit à la liberté d'expression est effectivement exercé par les citoyens dont les journalistes. Mais, ils reconnaissent que sa jouissance dépend des circonstances.

Quant à s'exprimer librement sans crainte, les panélistes sont unanimes à dire que les citoyens, y compris les journalistes, usent de ce droit « à leurs risques et périls ». Depuis l'élection présidentielle de mars 2010, la chronique des médias est remplie d'agressions et de menaces dirigées vers les journalistes et les techniciens de la communication. Parmi les incidents les plus récents, on peut citer les menaces d'un conseiller français de l'armée togolaise, le colonel Romuald Letondot, contre le reporter photographe togolais Didier Ledoux, en marge d'une manifestation réprimée de l'opposition le 10 août 2010. Deux semaines plus tard, le même photojournaliste était victime d'un enlèvement suivi de bastonnade par des gendarmes devant le Palais de justice de Lomé. Toujours durant ce même mois d'août, l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) tirait la sonnette d'alarme au sujet de menaces d'élimination physique de journalistes de journaux et de radios privées.

Durant la même période, pas moins de 7 journaux ont été assignés en justice dont la plupart par le Président de la République en personne. A l'une de ces publications, le Chef de l'Etat ne réclamait pas moins de 100 millions de FCFA pour l'avoir impliqué dans une affaire de mœurs. La période électorale a également été très éprouvante pour les médias. En février 2010, la radio Dawul de Bassar (dans la région de Kara, à 400 km de Lomé) et ses responsables ont reçu des menaces de la part des autorités administratives et judiciaires locales pour avoir diffusé un communiqué annonçant une caravane du Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), cadre unitaire de l'opposition. Le 13 mars 2010, le correspondant de l'Agence France Presse au Togo était agressé cette fois-ci par des militants de l'opposition qu'il avait pris en photo pendant une manifestation de l'Union des Forces de Changement (UFC).

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>																		
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		

Moyenne de l'indicateur: 2.4

### 1.3 Il n'y a pas de loi limitant la liberté d'expression telles que des lois excessives sur les secrets d'Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

L'un des membres du panel résume la situation du cadre juridique et réglementaire togolais en matière de liberté d'expression en ces termes : « nous avons des textes normatifs que nous appliquons excessivement ». Un autre panéliste renchérit : « au plan normatif, au Togo, on est champion. C'est dans l'application qu'on pêche ».

En écho à ces deux points de vue, l'ensemble du panel s'accorde sur la qualité des textes qui encadre l'exercice du droit à l'expression et de la liberté de presse. Les panélistes notent avec satisfaction qu'il n'existe aucune loi spécifique sur le secret d'Etat. Il s'y ajoute que la loi 98 – 004/PR du 11 février 1998 portant Code de la presse et de la communication, modifiée en 2000, 2002 et 2004, consacre la dépenalisation des délits de presse.

Une modification récente de la loi organique portant création et organisation de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication semble avoir enlevé à cette instance de régulation tout pouvoir de suspension provisoire d'un organe de presse. Il faut toutefois signaler que certains panélistes sont en parfait désaccord sur l'entrée en vigueur de la nouvelle disposition du fait que le nouveau texte n'aurait pas été publié dans le journal officiel.

Néanmoins, des références au « secret défense » sont relevées par l'un des panélistes dans la Constitution. Par ailleurs, à l'article 2 du Code de la Presse et de la Communication, la loi stipule que la liberté de presse s'exerce dans le respect des impératifs de la défense nationale et de la sécurité, entre autres.

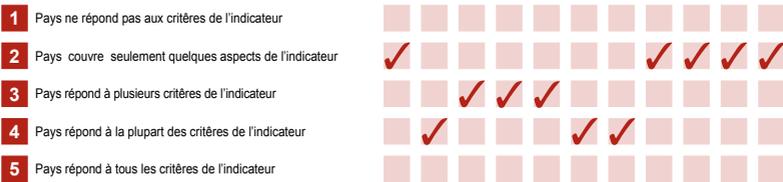
Dans la pratique, cela se traduit par des difficultés réelles à accéder à certaines informations. C'est ainsi que les informations relatives aux effectifs des forces

armées togolaises sont protégées par le « secret défense ». Or, ces informations sont librement accessibles à travers des sources étrangères. Du reste, ce type d'informations est libre d'accès dans de nombreux pays.

Cette lacune est accentuée, de l'avis d'un autre panéliste, par l'absence d'une loi sur l'accès à l'information qui fixe les conditions de requête et d'obtention d'une information publique.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.8

## 1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

Se fondant sur l'évocation desdits instruments régionaux et internationaux dans le préambule de la Constitution togolaise, certains participants au panel estiment que le gouvernement fait montre de sa volonté d'honorer ses engagements internationaux en matière de liberté d'expression. On peut en effet lire dans l'introduction de la Loi fondamentale que le Peuple togolais est convaincu que « [l'Etat de Droit] ne peut être fondé que sur le pluralisme politique, les principes de la Démocratie et de la protection des Droits de l'Homme tels que définis par la Charte des Nations Unies de 1945, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et les Pactes Internationaux de 1966, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981 par l'Organisation de l'Unité Africaine ».

De surcroît, l'article 50 de la Constitution de la République du Togo stipule que « les droits et devoirs, énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans les instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, ratifiés par le Togo, font partie intégrante de la (...) Constitution. »

Cependant, pour d'autres panélistes, il se pose non seulement la question de l'application des principes et valeurs énoncés dans le préambule de la Constitution, mais encore, les proclamations principales de la Constitution ne veulent en rien dire que le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux. Au demeurant, la ratification, la domestication et l'application effective de ces instruments ne relèvent pas de la seule responsabilité du gouvernement. Le panel souligne le rôle important et indispensable d'autres parties prenantes telles que les organisations de la société civile.

En tout état de cause, aux yeux de certains panélistes - notamment des professionnels des médias - l'application de règles internationales en matière de presse laisse à désirer. Ces membres du panel citent notamment la Convention de Floride sur la détaxe des intrants qui n'est pas appliquée en faveur des organes et des entreprises de presse. C'est ce qui fait dire à l'un des membres du panel que le gouvernement s'efforce, en théorie, d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias, mais pas dans la pratique.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 3.3

## 1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

La presse écrite togolaise n'est effectivement pas soumise à l'autorisation préalable des pouvoirs publics avant leur publication. La Constitution togolaise exclut tout assujettissement de la presse à l'autorisation préalable, au cautionnement, à la censure ou à d'autres entraves (Art. 26, alinéa 3).

Le régime applicable est celui de la déclaration. Les formalités de la déclaration de parution sont fixées par la loi portant Code de la Presse en ses articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

L'un des membres du panel rappelle que la déclaration est faite au niveau de la HAAC « aux fins de l'obtention d'un récépissé ». L'ensemble des participants constate, pour s'en réjouir, que l'instance n'a pourtant jamais officiellement et publiquement notifié un refus de délivrance d'un récépissé à un promoteur de journal.

Toutefois, l'un des panélistes évoque un problème d'interprétation abusive par la HAAC des dispositions du Code relatives à la déclaration. Des publications qui paraissaient sans avoir formellement obtenu un récépissé de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ont été rappelées à l'ordre. Ce fut le cas du bimensuel *L'Equipe Sportive*. Or, si les associations peuvent démarrer leurs activités sur la simple base de leur déclaration, ce panéliste en déduit que, par analogie, un journal peut paraître à compter de la date de dépôt de la déclaration, sans attendre la délivrance du récépissé.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Moyenne de l'indicateur: 3.3

## 1.6 Il n'y a pas de loi qui restreint l'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste.

Au Togo, la qualité de journaliste est définie par l'article 54 de la loi portant Code de la Presse. Aux termes de ladite loi, « est journaliste, toute personne qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, la recherche, la collecte, la sélection, l'exploitation, la publication et la présentation de l'information dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques, dans une ou plusieurs entreprises de communication audiovisuelle, dans une ou plusieurs agences de presse ou dans un service d'information ».

A l'article 55 du Code de la Presse et de la Communication, le législateur assimile aux journalistes les collaborateurs directs de la rédaction, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle.

En somme, le panel note qu'il n'y a pas de loi restreignant l'entrée et l'exercice de la profession de journaliste. Bien qu'évoqué par l'un des panélistes, le régime de la déclaration des publications ne peut être assimilé à une barrière à l'entrée.

De la même manière, la loi 2002 – 027 du 25 septembre 2002 relative à la carte de presse ne peut être considérée comme un obstacle à l'entrée et à l'exercice de la profession. D'une part, la demande d'une carte professionnelle est facultative. D'autre part, la loi sur la carte de presse n'est pas encore entrée en vigueur faute de textes d'application. Du reste, elle renvoie au Code de la Presse en ce qui concerne les conditions légales de qualification de journaliste professionnel ou de technicien de la communication.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 3.1

## 1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

La protection des sources confidentielles est expressément prévue par la loi à travers l'article 67 du Code de la Presse et de la Communication. Selon cette disposition, « le journaliste ou le technicien de la communication ne peut être obligé de révéler ses sources ».

Les professionnels des médias présents dans le panel rappellent, pour mémoire, que le Code de déontologie des journalistes togolais fait obligation aux journalistes de ne pas livrer leurs sources confidentielles, même s'il doit leur en coûter d'aller en prison. Seule la source elle-même peut les libérer de cette obligation ou une preuve formelle d'une manipulation du journaliste par sa source.

Mais, dans la pratique, certains panélistes observent que les forces de police demandent systématiquement aux journalistes interpellés dans le cadre de l'exercice de leur profession de livrer leurs sources d'information, parfois sous la contrainte.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											

Moyenne de l'indicateur:

2.5

## 1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

Il n'y a pas de loi sur l'accès à l'information publique ou d'intérêt public. Mais, la législation togolaise regorge de dispositions relatives à l'accès des citoyens à l'information publique. Dans l'article 3 du Code de la Presse, « l'Etat togolais garantit à toute personne vivant sur le territoire national le droit d'être informé, d'informer et d'accéder aux sources et aux moyens d'information dans le respect des lois relatives à la communication ». L'article 71 dudit Code ajoute que « nul ne peut être empêché ou interdit d'accès aux sources d'information sauf celles relatives à la sécurité de l'Etat, à la défense nationale, au secret professionnel et à la vie privée des individus ».

Par ailleurs, la loi organique 2004 – 021 sur la HAAC dispose que « nul ne peut être empêché ou interdit d'accès aux sources de l'information, ni inquiété dans l'exercice de ses fonctions dans le domaine de l'audiovisuel et de la communication s'il satisfait aux prescriptions de la loi ».

La loi sur la carte de presse poursuit, en ses articles 3 et 21, que le journaliste professionnel ou le technicien de la communication peut se prévaloir de sa qualité et utiliser sa carte de presse pour accéder aux sources d'informations « sous réserve des procédures établies à cet effet ».

En réalité, les membres du panel notent qu'il y a beaucoup d'obstacles à l'accès libre à l'information publique. Le comportement conservateur des fonctionnaires est cité parmi les contraintes les plus difficiles à surmonter.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Moyenne de l'indicateur: 1.8

## 1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Au Togo, les sites web ne sont soumis ni à la déclaration préalable ni à l'autorisation des pouvoirs publics. Pour cause, il n'y a pas de loi en la matière. Une telle loi serait en cours d'élaboration, selon un membre du panel.

Il convient toutefois de noter que le Code de la Presse couvre dans le champ de définition de la communication « toute publication ou diffusion d'informations par satellite, câbles, réseau de transmission de données, téléphone ou par toute autre nouvelle technologie d'information ou de communication destinée au public » (Art. 35 de la loi portant Code de la Presse et de la Communication).

Mais, cela ne porte à aucune conséquence en matière d'encadrement juridique du sous secteur de la presse en ligne, des blogs et, plus largement, des sites Internet.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 4.4

## 1.10 L'État ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

Plusieurs membres du panel font état d'anciennes pratiques antidémocratiques et attentatoires à la liberté d'information, à la confidentialité ainsi qu'au secret des correspondances et des télécommunications.

Dans les cas les moins graves, parmi les témoignages, il s'agit d'une simple surveillance des contenus de sites. Dans les occurrences les plus extrêmes, des panélistes évoquent le piratage de comptes de messagerie électronique pour lire, voire filtrer les e-mails.

Selon un membre du panel, des personnes ont même été arrêtées dans un cybercafé, à cette époque, alors qu'elles étaient en train de communiquer sur Internet. Dans ces cas là, l'Etat invoque généralement les limites légales à la liberté d'expression pour justifier les arrestations.

Par ailleurs, les sites Internet de la diaspora togolaise auraient été bloqués pendant cette période troublée. Il semble que cela ait été le cas du site *diastog.com*. Pour accéder à ces sites, un membre du panel assure qu'il fallait utiliser des moyens détournés.

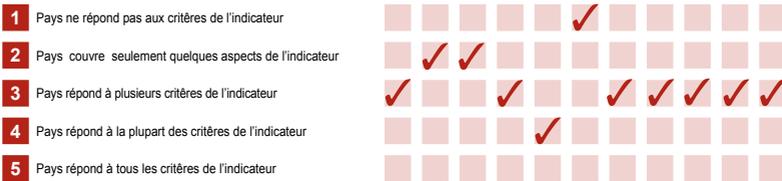
Un autre témoignage fait état de correspondances envoyées à plusieurs reprises par la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme par e-mail à la Ligue Internationale des Droits de l'Homme sans jamais arriver à destination.

Ces pratiques auraient été particulièrement courantes au milieu des années 2000, notamment durant la période électorale de 2005. C'est la raison pour laquelle certains participants au panel pensent que ces pratiques n'ont plus cours au Togo, de nos jours. En tout état de cause, ils estiment que ces événements doivent être analysés en relation avec le contexte politique et social de ces années.

En matière de technologie de filtrage et de surveillance des communications électroniques, un autre panéliste commente que le Togo n'a rien à envier aux pays développés.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.7

## 1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Au Togo, il n'existe pas d'organisations de la société civile ni de groupes de pression exclusivement dédiés à la défense de la liberté des médias. Mais, de nombreux acteurs du mouvement citoyen et des associations de défense des droits de l'Homme et des libertés s'engagent régulièrement aux côtés des professionnels et des organisations des médias pour la défense de la liberté d'expression et de presse. Certains membres du panel issus du secteur des médias notent, cependant, un fléchissement de cet engagement en faveur de la liberté de presse. Les acteurs des médias regrettent que les organisations de la société civile ne fassent appel à la presse que pour la couverture de leurs événements. Mais, les membres du panel venant de la société civile se portent en faux contre cette affirmation.

Par contre, ce relâchement n'est pas le seul fait de ces organisations de la société civile. Selon l'un des panélistes, même les organisations professionnelles des médias connaissent ce ralentissement. Certains observateurs avaient notamment regretté la timide réaction des médias, de professionnels et des organisations syndicales lors de certaines agressions de journalistes, notamment le passage à tabac du photjournaliste Didier Ledoux par des gendarmes le 25 Août 2010 à Lomé.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur:

2.8

## 1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêt.

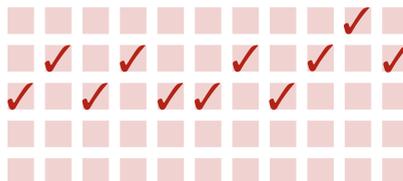
Dans leurs toutes premières versions, les lois sur la presse ont été élaborées par les institutions. Mais au fur et à mesure des modifications qu'elle a subies, la législation a fait l'objet de concertations avec les organisations professionnelles.

C'est ainsi que le Code de la Presse a évolué de façon participative à partir de sa deuxième modification. En revanche, les journalistes ont été consultés tout au long de l'examen de la loi sur la carte de presse. Quant à la loi organique portant fonctionnement de la HAAC, il a fallu que les professionnels s'opposent de manière déterminée à sa modification pour que le Chef de l'Etat demande la relecture de la loi modificative en accord avec les organisations représentatives de journalistes. Mais, les citoyens ne sont pas associés aux concertations.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères de l'indicateur



Moyenne de l'indicateur: 2.4

Note du secteur 1: 3.0



# SECTEUR 2:

**Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.**

## Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

### 2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet) est disponible et est financièrement accessible aux citoyens

Il ne fait aucun doute que les usagers des médias togolais ont accès à une large gamme de sources d'informations, tant dans le domaine de la presse écrite, de l'audiovisuel que sur Internet. Certains panélistes estiment qu'il y en a « même trop ».

Selon l'un des panélistes, on compte une soixantaine de parutions. Quant au paysage audiovisuel, il est caractérisé par la présence de dix chaînes de télévision: la *TVT* (publique), la *TV2*, la *RTDS*, la *TV7*, la *TLS*, la *JLJ*, *Télé Spice*, *Télé catholique*, *Zion*, *Horizons*. En ce qui concerne les radios, on dénombre plus de 85 chaînes dont une vingtaine dans la capitale, Lomé.

Mais, pour certains autres membres du panel, la question est surtout de savoir combien parmi ces sources d'information, en particulier les publications écrites, ont un récépissé de la HAAC et paraissent régulièrement.

En ce qui concerne Internet, les usagers souffrent de l'absence de la fibre optique et d'autres technologies de dernière génération. En conséquence, les connexions sont très lentes. Il s'y ajoute que l'Internet peut rester plusieurs jours sans être accessible. Et même quand ils peuvent accéder au réseau, les internautes togolais doivent faire face à l'instabilité de la connexion et au coût du service.

Le coût moyen des journaux serait de 250 FCFA, selon un panéliste. Rapporté au Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC), à savoir 28 000 FCFA, ce prix n'est pas accessible d'après plusieurs membres du panel.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	□ □ □ □ □ □ □ □ □ □
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	□ □ □ □ □ ✓ □ □ □ □
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	✓ □ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	□ ✓ □ □ □ □ □ □ □ □
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	□ □ □ □ □ □ □ □ □ □

Moyenne de l'indicateur: 3.0

## 2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

Dans le domaine de la radiodiffusion, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication interdit aux radios togolaises de reprendre les émissions des radios internationales ou étrangère sans son autorisation. Cette mesure est prise en application du cahier des charges des radios privées, qu'elles soient commerciales ou communautaires. Mais, se désolé un panéliste, certains promoteurs ignorent leurs obligations conventionnelles et ne s'empressent d'apposer leur signature sur le document de concession que pour obtenir leur fréquence.

Selon l'un des membres du panel, la HAAC vise, d'une part, les informations à caractère politique produites et diffusées par les chaînes étrangères sur le Togo ; d'autre part, l'instance de régulation enjoint les radiodiffuseurs de ne pas reprendre, en tant que tel, le journal de Radio France Internationale (RFI).

Cette chaîne internationale française serait, d'ailleurs, brouillée au Togo quand elle traite certains sujets jugés sensibles concernant la situation du pays. L'on se rappelle, par ailleurs, les nombreuses difficultés rencontrées par les envoyés spéciaux des médias français *RFI*, *RTL* et *La Croix* en vue d'obtenir un visa et une accréditation pour couvrir l'élection présidentielle de mars 2010.

Pourtant, des chaînes de radio privées basées à Lomé, notamment *Kanal FM* et *Nana FM*, reprennent des productions de la Voix de l'Amérique (*VOA*), sans que cela ne prête à conséquence. Ce qui fait dire à certains panélistes « qu'on accorde à ces stations ce qu'on refuse aux médias de l'intérieur ».

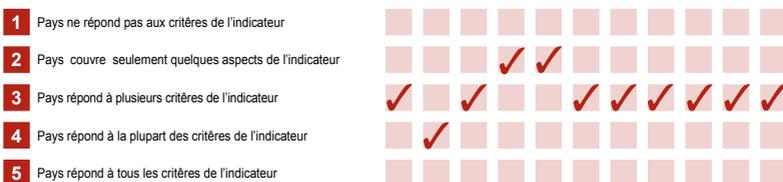
S'agissant de la presse écrite, un panéliste assure que « ce qui vaut pour les radios ne vaut pas pour les journaux ». Autrement dit, la presse écrite étrangère ne fait

guère l'objet de restrictions administratives ou de toute autre nature. Aux termes de l'article 13 du Code de la Presse, « la distribution, la mise en vente ou la circulation des publications étrangères sont libres. Toutefois, elles peuvent faire l'objet d'une interdiction par décision de justice sur réquisition du procureur de la République lorsqu'il y a violation d'une des dispositions du (...) code ».

Quant aux journaux togolais, ils sont parfois interdits par des préfets, selon certains membres du panel. En 2005, par exemple, les journaux Forum et Liberté avaient été interdits à Kara, le fief du Président Gnassingbé.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.9

## 2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.

Le panel pense, dans sa majorité, que les autorités ne font pas montre d'une réelle volonté politique pour assurer une large diffusion des journaux sur l'ensemble du territoire togolais. Les participants reconnaissent, toutefois, que le problème de la distribution se pose avec moins d'acuité dans la capitale, Lomé, et dans les chefs lieux de régions et de préfectures que dans les zones rurales.

Plusieurs explications sont avancées. Elles sont d'ordre politique, social, culturel et économique.

D'abord, le statu quo ferait les affaires des tenants du pouvoir car, selon les propres termes d'un panéliste, « c'est plus facile de gouverner quand les citoyens ne sont pas informés ». De surcroît, les autorités administratives et les responsables politiques, tant à Lomé qu'à l'intérieur du pays, tendent à penser que les médias sont généralement impertinents vis-à-vis des dirigeants du pays. Par conséquent, ils se croient parfois en devoir d'éviter l'exposition des citoyens aux critiques trop acerbes

des journalistes. A titre d'illustration de ce point de vue, un panéliste remarque qu'il est difficile, voire impossible, de trouver des parutions privées indépendantes telles que *Liberté* ou *Forum* dans une localité comme Kara (fief du Président Gnassingbé) ; alors que le quotidien public *Togo Presse* est disponible, malgré la grande distance qui sépare Kara de Lomé - la capitale - soit plus de 400 Km.

Il s'y ajoute que dans certaines zones, des préfets « autoritaires et zélés » exerceraient une forte pression sur les administrés afin qu'ils n'aillent pas vers les sources d'informations ; à plus forte raison qu'ils en assurent la distribution. Faut-il rappeler que la loi portant Code de la Presse, en son article 22, oblige le distributeur d'une ou de plusieurs publications à en faire la déclaration soit à la mairie, soit à la préfecture ou à la sous-préfecture de son domicile ou de sa résidence.

Certains panélistes notent qu'en conséquence, les journaux se lisent sous le manteau dans certaines localités. Mais pour certains autres membres du panel, cela suscite a contrario la curiosité des lecteurs et provoque une véritable ruée vers toute publication à portée de main.

Sous la férule de certains préfets, s'ajoutent également les pesanteurs socioculturelles qui se traduisent par la mainmise de la chefferie traditionnelle sur l'organisation de certaines communautés. Le rapport à l'autorité est tel que dans certaines localités, les citoyens craignent de s'informer librement et en dehors des canaux aménagés par le chef coutumier. Ce dernier perçoit la presse, en particulier les journaux privés, comme une menace à son autorité et fait tout pour en limiter la diffusion dans son fief. Mais, même le quotidien national *Togo Presse* n'échappe pas à ce phénomène, selon l'un des participants. Cette hostilité est d'autant plus grande que les médias ne sont pas tenus par les étiquettes et les égards auxquels ces autorités sont habituées avec les membres de leurs communautés respectives.

D'ailleurs, les journaux seraient-ils diffusés largement sur tout le territoire national togolais que les efforts des éditeurs dans ce sens seraient obérés par le faible pouvoir d'achat et l'analphabétisme élevé du Togo. Selon le panel, il convient ici également de pointer les différences notoires entre les villes et l'intérieur du pays.

Pour surmonter les difficultés évidentes de diffusion de la presse, des panélistes évoquent la piste du développement de la presse régionale. Mais la question divise le panel. Si, d'une part, on parle de journaux régionaux tout aussi indépendants et critiques que les parutions basées à Lomé, d'autre part, certains panélistes doutent que l'on puisse parler d'une véritable presse régionale, à l'exception notable du journal *Lafia* de Dapaong.

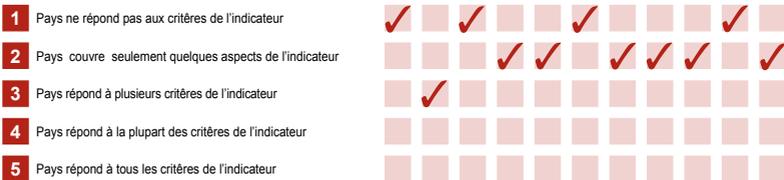
D'autres solutions ont été initiées sans plus de succès. S'agissant de la mise en place d'un service de messagerie de presse, les acteurs des médias avaient obtenu, il y a quelques années, l'accord de la mission de coopération française au Togo

pour soutenir sa mise en place. Mais, le partenaire français tenait à travailler simultanément avec la presse privée et la presse publique. Or, *Togo Presse* a opposé une fin de non recevoir aux démarches de la presse privée. Résultat : le processus n'a pu être mené à terme.

De la même manière, l'idée d'une convention de distribution avec la Poste n'a pas fait long feu. Les patrons de presse, concernés au premier chef, n'ont pas poussé la réflexion.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.7

## 2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

Le quotidien Togo Presse n'est pas protégé contre l'ingérence politique abusive. Le sentiment est largement partagé au sein du panel. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que pour la couverture des voyages du Chef de l'Etat togolais, c'est l'attaché de presse de la Présidence de la République qui effectue les reportages et les fait publier par le journal.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓	□	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	□	✓	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□

Moyenne de l'indicateur: 1.1

## 2.5 Une législation/ régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

Le panel estime que la législation et la régulation de la concurrence sont appropriées et contribuent effectivement à éviter la concentration des médias ainsi que les monopoles.

En règle générale, la loi sur la concurrence du Togo interdit les ententes et les abus de domination (Titre I, Chapitre IV de la loi N° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo). Aux termes de l'article 12 de ladite loi, « toutes formes d'actions concertées, de conventions d'ententes expresses ou tacites ou de coalitions tacites ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, sont prohibées... ». L'exploitation d'une position dominante sur le marché intérieur ou une part substantielle de celui-ci est expressément interdite par la même loi en son article 13.

De façon plus spécifique, L'article 4 du Code de la Presse engage l'Etat à prendre « toutes mesures susceptibles d'assurer à tout organe d'information, public ou privé, écrit ou audiovisuel, l'égalité et la libre concurrence afin de faciliter la mission d'intérêt général de la presse et des autres moyens d'information et de communication ».

La loi sur la presse dispose également qu'aucune personne physique ou morale ne peut contrôler directement ou indirectement plus de 20% des titres publiés ou des stations de radio ou de télévision.

Par ailleurs, la loi organique N° 2004 – 021 portant composition, organisation et fonctionnement de la HAAC dispose que la Haute Autorité accorde les autorisations d'installation et d'exploitation de radios et de télévisions privées en tenant compte notamment de « la nécessité d'éviter les abus de position dominante ainsi que les pratiques entravant la libre concurrence ». Au surplus, la loi donne compétence à la HAAC d'adresser des recommandations au gouvernement togolais pour le développement de concurrence dans l'audiovisuel (Art. 32).

Un membre du panel observe toutefois que malgré tout, certains groupes de presse concentrent en leur sein, sans violer la loi, des moyens d'information et de communication qui leur confèrent une influence importante. Par exemple, le journal *Golfe Infos*, la télévision *TV7* et la radio *Fréquence 1* appartiennent à un seul et même groupe.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

3.7

## 2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Effectivement, l'Etat togolais a commencé à accorder une aide financière directe au secteur des médias. En 2006 et en 2007, des enveloppes respectives de 50 et 37,5 millions de FCFA ont été affectées à la construction et à la réhabilitation de la Maison de la Presse. L'assistance financière de l'Etat avait ensuite été fixée à 75 millions de FCFA. Mais, elle n'a pas été accordée en 2008. Il semble que les premières interventions de l'Etat dans ce domaine aient d'abord été guidées par le souci de s'assurer le soutien de journalistes dans des organes sélectionnés.

Au début de chaque année, des organisations rencontrent le chef de l'Etat pour échanger des vœux de nouvel an. A l'occasion en janvier 2009, le Président Faure Gnassingbé avait décidé de porter la subvention à 350 millions de FCFA.

Cependant, un panéliste précise que ce sont 75 millions qui sont réellement inscrits au budget en cours d'exécution. Un autre participant émet des doutes quant à l'utilisation des aides financières déjà accordées aux fins prévues.

Dans tous les cas, l'aide publique à la presse s'est effectivement établie à 350 millions de FCFA en 2009. Une subvention directe de 200 millions de FCFA a été répartie entre 78 organes de presse (4 chaînes de télévision, 34 stations radios et 40 publications écrites) et 4 organisations professionnelles (Conseil National des Patrons de Presse, Union des Journalistes Indépendants du Togo, Observatoire Togolais des Médias et Maison de la Presse). Un budget de 95 millions de FCFA a été alloué à la formation. Pour son fonctionnement, la commission en charge de l'aide à la presse a reçu 5 millions de FCFA.

Les mesures d'incitation et les avantages économiques ou financiers sont prévus par la loi portant Code de la Presse en ses articles 4 et 5. Selon les textes, ils peuvent se présenter « sous forme d'aides à la collecte et à la transmission des informations au moyen de tarifs préférentiels ou de détaxes en matière de téléphones, de télécopies, de courriers, de transports, de bandes, de cassettes, de compact disques et autres ». Mais, de l'avis de certains participants au panel, la volonté exprimée dans la loi n'est pas matérialisée dans les faits, en ce qui concerne les mesures économiques. L'une des raisons est que les textes réglementaires d'application ne sont pas pris en compte. Le Code de la Presse dispose, en effet, que « les conditions et modalités de répartition des divers avantages et aides sont fixées par décret en conseil des ministres ».

Si, en ce qui concerne la subvention directe, la répartition a été réglée conformément à la loi en 2009, les textes qui y sont relatifs n'avaient toujours pas été pris en compte en 2010, lors de la mise en exercice de ce baromètre (Septembre 2010). S'agissant de la diversité du paysage médiatique, la question se pose essentiellement pour l'audiovisuel puisque la presse écrite n'est pas soumise à l'autorisation préalable des pouvoirs publics. Mais quelle que soit la catégorie de médias considérée, la loi établit une corrélation entre la délivrance d'une autorisation d'installation et d'exploitation des radios et télévisions privées par la HAAC et « des impératifs prioritaires que sont sa sauvegarde du pluralisme, et des courants d'expression socioculturels, la diversification des opérateurs ».

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					

Moyenne de l'indicateur: 2.5

## 2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

De l'avis même d'une femme participant au panel, « ce n'est pas équitable parce que, pour le moment, ça ne peut pas être équitable ». Au Togo, les femmes n'ont pas l'habitude de s'exprimer « pour des raisons historiques et culturelles ». Selon un panéliste, en effet, « ce sont les hommes qui parlent au nom des femmes ».

La réserve des femmes quant aux débats publics est surtout perceptible en matière politique car « beaucoup de femmes refusent de s'engager ». Cela tient au fait qu'elles « ont toujours craint de mourir et de ne plus pouvoir s'occuper de leurs enfants ». Une femme participant au panel rapporte qu'à l'occasion du dialogue politique inter-togolais, un leader politique s'est étonné que son époux et elle-même soient engagés tous les deux en politique, mettant ainsi en danger la vie du père et de la mère d'une même famille.

Tous les panélistes s'accordent tout de même à dire que de réels efforts sont faits pour changer la situation. Selon des membres du panel, les mutations déjà opérées sont dues en partie à l'excellent travail des associations dans le domaine de la formation et de la promotion de la femme.

Dans les médias, on note une nette amélioration au niveau de la presse audiovisuelle. D'ailleurs, certaines femmes se font remarquer par leur omniprésence sur les ondes. « Ces derniers temps, sur une certaine chaîne de radio, on entend tous les jours une certaine femme se prononcer sur tous les sujets » témoigne un panéliste. Le nombre de femmes qui acceptent de s'exprimer dans les médias reste modeste, mais elles donnent leurs points de vue sur tous les domaines de la vie publique. Il n'en demeure pas moins que dans la presse écrite, il est encore rare de lire une interview de femme. Pour remédier à cette situation, les panélistes recommandent aux médias d'aller davantage vers les femmes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					

Moyenne de l'indicateur: 2.3

## 2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

A l'exception du domaine politique – marqué par un net clivage pouvoir / opposition et, par voie de conséquence, entre médias progouvernementaux et presse favorable à l'opposition – les radios, télévisions et journaux togolais se font l'écho de tous les courants de pensée et de toutes les chapelles. Considéré dans son ensemble, le paysage médiatique du Togo exprime à suffisance toutes les différences et particularités de la société et de la vie publique.

Dans le détail, les panélistes observent que les médias audiovisuels, particulièrement les radios sont plus à même de refléter la diversité, notamment en matière de langues, de croyances religieuses et d'opinions. Mais, malgré les efforts des médias audiovisuels pour promouvoir la diversité des opinions politiques, certains acteurs de la vie publique adoptent la politique de la chaise vide. L'un des panélistes note qu'à plusieurs reprises, alors qu'il était invité à un débat radiophonique, son contradicteur pressenti – issu d'un camp politique opposé – s'est désisté dès qu'il a su qu'il s'agissait du panéliste en question.

L'explication donnée à ce phénomène par un autre participant au panel est que dans la capitale, Lomé, les radios privées sont majoritairement favorables à l'opposition dans leur tonalité, leurs choix éditoriaux et leurs commentaires. En conséquence, les dirigeants au pouvoir ne daignent pas participer à leurs émissions, surtout s'il s'agit d'émissions interactives.

L'un des effets pervers de cette bipolarisation accrue du paysage politique et médiatique est que les sources d'information officielles ne sont pas promptes à répondre aux sollicitations des médias perçus comme une presse

antigouvernementale, encore moins à livrer d'elles-mêmes des informations. Ce qui se ressent sur l'équilibre entre le volume d'informations données sur l'un et l'autre camp.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>					
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						

Moyenne de l'indicateur:

2.5

## 2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

Il n'est pas de politique connue des membres du panel en matière de Technologies de l'Information et de la Communication visant à répondre spécifiquement aux attentes des citoyens en informations. Selon certains participants à l'exercice d'autoévaluation, les orientations prises par l'Etat dans ce domaine se résument généralement à des déclarations et à des actions prévues dans les politiques de développement.

Il n'y a notamment pas de loi d'orientation ni de lettre de politique sectorielle en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Mais, un panéliste évoque une déclaration du Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication selon laquelle le Togo va passer au tout numérique en 2012.

Par ailleurs, le projet 2010-2015 du Président Faure Gnassingbé, sur la base duquel il a été élu en mars 2010, donne quelques autres indications sur les axes stratégiques et opérationnels dans le domaine des TICs. Au chapitre de la création de la richesse, le Chef de l'Etat togolais s'engage à porter, dans les 5 prochaines années, le taux de pénétration du téléphone et de l'Internet à plus de 75%. Dans le secteur des loisirs, des sports et des arts, le projet présidentiel compte sur le parachèvement de la digitalisation et la diffusion sur satellite de la TVT, la télévision nationale togolaise.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓				✓	✓	✓		✓				✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur		✓						✓		✓	✓		
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur			✓										
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur													
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.5

## 2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

Non seulement le panel affirme que le gouvernement utilise son pouvoir en matière de répartition de la publicité des administrations publiques et parapubliques, mais un participant ajoute que l'usage de l'arme publicitaire à l'encontre des médias peu accommodants avec le régime a été défendu et justifié par le Président de la République du Togo.

Interpelé à ce sujet par une organisation professionnelle dont l'un des membres participait au panel, le Chef de l'Etat togolais aurait rétorqué que cela était parfaitement normal et que si les médias le critiquent, ils ne devraient pas s'attendre à recevoir la manne publicitaire de l'Etat.

En tout cas, en l'absence de sondages, les procédures d'attribution et la clé de répartition de cette manne ne sont pas lisibles et ne sont certainement pas objectives. « On fait semblant, mais les dés sont pipés » commente un panéliste.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓		✓				✓		✓				
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur		✓		✓	✓			✓					✓
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur												✓	
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur						✓							
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.9

## 2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

Le panel note qu'il y a très peu d'annonceurs privés au Togo. Il y a bien de grandes entreprises, notamment les opérateurs de téléphonie publics et privés (Togo Télécoms, Moov, Togo Cellulaire) et la Loterie Nationale Togolaise, mais leurs annonces publicitaires restent « sporadiques » dans la presse. En tout état de cause, il est difficile d'avancer un chiffre précis quant à la taille du marché.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Moyenne de l'indicateur: 1.4

Note du secteur 2: 2.2

# SECTEUR 3:

**La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.**

## La regulation de la communication audiovisuelle est transparente et independante, le diffuseur public est transforme en veritable service public.

### 3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l’audiovisuel public, commercial et communautaire

Des rares interventions des membres du panel à ce propos, il ressort qu’il n’y a pas de législation spécifique sur l’audiovisuel. Il existe cependant des dispositions du Code de la Presse relatives à la communication audiovisuelle. Bien qu’adopté et appliqué, ce cadre juridique reste trop général de l’avis de l’un des panélistes pour qu’on puisse dire s’il contribue à promouvoir la radiodiffusion et la télévision publique, commerciale et communautaire.

Selon ces dispositions, « l’espace de diffusion national et le spectre radio électrique sont la propriété de l’Etat qui peut en attribuer, pour une durée déterminée, une partie pour exploitation à des personnes physiques ou morales (...) ». En son article 40, la loi portant Code de la Presse précise que « toute demande d’autorisation et d’exploitation de radio ou de télévision privée doit être adressée à la Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication aux fins d’établir le cahier des charges qui définit notamment : la durée et les caractéristiques du programme propre ; les zones géographiques et les catégories de services... ».

En vérité, c’est dans le Cahier des charges - donc dans la réglementation - et dans les conventions de concession du service que l’Etat conclut avec les opérateurs privés que l’on retrouve des précisions sur le format de la radio ou de la télévision créée. Or, certains participants au panel indiquent qu’il y a, de ce point de vue, un chevauchement entre la Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication, d’une part, et l’Autorité de Régulation des Télécommunications et de la Poste (ART-P), d’autre part.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur: 2.3

### 3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication assure effectivement la régulation du secteur de la radiodiffusion et de la télévision au Togo. Inscrite dans la Constitution, la HAAC est donc une institution républicaine dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont définis par une loi organique. En vertu de la Loi fondamentale togolaise, la HAAC est chargée de garantir la liberté et la protection de la presse et des autres moyens de communication de masse, de veiller au respect de la déontologie en matière d'information et de communication. Elle est également garante de l'accès équitable des partis politiques et des associations aux médias publics. C'est la HAAC qui, conformément à la Constitution, accorde les autorisations pour l'installation de nouvelles chaînes de radio et de télévision privées.

La loi organique sur la HAAC, dès son premier article, fait de l'instance de régulation « une institution indépendante vis-à-vis des autorités administratives, de tout pouvoir politique, de tout parti politique, de toute association et de tout groupe de pression ». Dans le même souci de préserver l'indépendance de la HAAC, le mandat des membres est réputé incompatible avec tout mandat électif, politique, associatif ou tout emploi public ou toute autre activité professionnelle. Afin de les délier d'éventuel conflit d'intérêt, la loi leur fait interdiction de détenir des parts ou quelque autre intérêt dans des entreprises de presse, de cinéma, de publicité ou de télécommunication. Il s'y ajoute que les membres de l'instance prêtent serment devant la Cour Suprême en jurant solennellement de remplir

leurs fonctions en toute indépendance et impartialité. Par ailleurs, le législateur togolais a décidé de l'irrévocabilité du mandat des membres de la HAAC.

Mais, selon certains panélistes, le mode de désignation des membres de la Haute Autorité va à l'encontre de l'esprit et des principes édictés par la loi. En effet, sur les 9 membres de l'instance, 4 sont nommés par le Président de la République ; sous réserve du respect des critères fixés par la loi, mais à sa discrétion. Les 5 autres membres sont élus par l'Assemblée Nationale, dont 2 sur une liste proposée par les organisations les plus représentatives de journalistes et de techniciens de la communication. Dès lors, « l'indépendance de l'instance vis-à-vis du parti au pouvoir et de la majorité à l'Assemblée Nationale est remise en question » d'après un participant.

Les 3 derniers postes sont pourvus par appel à candidatures indépendantes. Or, un panéliste indique qu'il est arrivé que l'Assemblée Nationale passe outre cette disposition en n'élisant qu'un seul membre sur la liste proposée par lesdites organisations. Le motif invoqué était que le second candidat des professionnels devait être issu du secteur public de la presse. A cette fin, un professionnel des médias officiels avait préalablement été encouragé à soumettre une candidature indépendante.

D'autres panélistes ne partagent pas les doutes émis sur l'indépendance et l'impartialité de la HAAC. Pour ceux là, c'est aux membres d'exercer leurs fonctions conformément à la loi et en toute indépendance vis-à-vis de ceux qui les ont nommés et élus. « C'est d'abord une responsabilité individuelle ».

Il n'empêche qu'en avril 2009, la décision de la Haute Autorité de suspendre provisoirement l'ensemble des émissions interactives sur les chaînes de radio et de télévision privées avait soulevé un tollé général au Togo et ailleurs. Cette décision, dénoncée en son temps par l'ensemble des organisations professionnelles (UJIT, CONAPP, OTM), avait été prise au motif qu'il y avait de nombreux dérapages à l'antenne au sujet de l'affaire de la tentative de coup d'Etat qu'aurait fomenté M. Patcha Gnassingbé contre son demi-frère Faure, Président de la République. La HAAC avait dû revenir sur sa décision au bout d'une semaine.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>											
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>											

Moyenne de l'indicateur: 2.1

### 3.3 L'organe régule les services et les licences audiovisuels dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.

Sur cette question, les réponses du panel ont essentiellement porté sur les aspects techniques de la gestion des fréquences. A ce propos, un participant note que la HAAC n'a pas de prise sur ce volet et « qu'il aurait fallu attribuer les prérogatives techniques à la création de l'instance ». Il reste que les fréquences sont attribuées par appel à candidatures. Ce qui, selon un autre membre du panel, ne veut pas forcément dire que le processus est transparent et équitable. D'ailleurs, lors d'un appel à candidatures pour l'attribution de fréquences, il y a approximativement deux ans, un promoteur avait raflé deux fréquences.

Le panel note également qu'il y a des Cahiers des charges et des conventions de concession qui fixent les conditions d'autorisation et d'exploitation des radios et des télévisions privées.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>					
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>									
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur: 1.9

### 3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

La Télévision Togolaise (TVT) est un média d'Etat qui relève, au plan administratif et institutionnel, du ministère chargé de la communication dont elle est un démembrement. Autrement dit, le gouvernement en assure la tutelle directe et le financement dans le cadre de l'organigramme et du budget du ministère.

Par conséquent, il n'y a pas de conseil d'administration à la TVT. Toutefois, la télévision publique est dirigée par un directeur général nommé par le Président de la République, sur proposition de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication. L'article 29 de la loi portant Code de la Presse dispose, en effet, que « les responsables des médias officiels ayant le statut juridique de service public sont nommés après avis de la Haute Autorité ». Mais, comme le précise un panéliste, le Directeur général de la TVT est révoquant à tout moment.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur										
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur										
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur										
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur										

Moyenne de l'indicateur:

1.0

### 3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

Le diffuseur public/d'Etat n'est pas dirigé par un conseil d'administration.

#### Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur										
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur										
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur										
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur										

Moyenne de l'indicateur: 1.0

### 3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

Du fait que la TTV est un média officiel plutôt qu'un média de service public, les membres du panel estiment que la question de l'indépendance éditoriale de toute influence politique ne peut se poser ni en droit ni dans la réalité. En effet, l'arsenal juridique togolais ne comporte aucune loi spécifique dédiée à la radiodiffusion télévision officielle.

Il convient toutefois de noter que les obligations de la radio et de la télévision publiques en matière éditoriale sont définies par un décret présidentiel du 3 décembre 1997. Aux termes de ce texte réglementaire, en son article 22, « *les sociétés nationales de programmes* assurent l'indépendance et le pluralisme de l'information ainsi que l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion dans le respect de la loi ».

Le texte poursuit : « Les programmes quels qu'ils soient ne doivent pas constituer le monopole d'un ou de plusieurs courants de pensée ou d'opinion. À cette fin, les

sociétés nationales de programmes veillent à l'observation du principe de l'égalité de traitement, notamment dans les émissions impliquant les prises de positions politiques, philosophiques, religieuses ou sociales ».

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>						
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>											
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>											

Moyenne de l'indicateur: 1.8

## 3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

Du fait que les ressources de l'audiovisuel public togolais proviennent essentiellement du budget de l'Etat, à travers le Ministère de la communication, les panélistes en concluent qu'on ne peut protéger la radio et la télévision nationales contre toute ingérence arbitraire dans son budget.

Pour ce faire, il faudrait d'abord une autonomie de gestion. Or, pour le moindre acte de gestion à incidence budgétaire, la direction est soumise au visa du ministre de tutelle avant exécution.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							

Moyenne de l'indicateur: 1.6

### 3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

Assurément, la radio publique couvre entièrement le territoire national togolais. D'ailleurs, Radio Lomé donne tous les matins, à l'ouverture de ses programmes, toutes les fréquences locales sur lesquelles on peut écouter la chaîne. Mais, un panéliste note qu'il y a parfois des coupures.

Pour la TVT, elle couvre presque tout le pays, à l'exception de quelques poches.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Moyenne de l'indicateur: 3.2

### 3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

Le panel reconnaît qu'un réel effort est fait par la TVT et la radio nationale pour offrir aux téléspectateurs et aux auditeurs une diversité de programmes. De sorte qu'on peut véritablement observer une bonne représentation de la société aux plans linguistique, thématique, etc. à l'antenne. A la télévision togolaise, par exemple, deux grands rendez-vous sont cités : « *Au Cœur de la Nation* » et « *Plateau de la Semaine* », des débats contradictoires proposés respectivement les vendredis et les dimanches. Au cours de ces deux émissions, des représentants de la société civile sont invités. De plus, le journal télévisé rend compte de toutes les activités saillantes, y compris l'actualité politique.

Mais, la diversité politique n'est pas toujours bien reflétée par le diffuseur public. Pour preuve, un panéliste note que la *TVT* ne couvre pas les manifestations hebdomadaires du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), un regroupement de partis d'opposition qui conteste chaque semaine, ce depuis l'élection de mars 2010, la victoire du Président Faure Gnassingbé. En fait, il

n'est que la période électorale pendant laquelle la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication veille, conformément à la loi, à ce que l'ensemble des opinions politiques en jeu soient obligatoirement exprimées.

Pourtant, selon certains panélistes, la télévision togolaise couvre généralement les événements qui font l'objet d'une demande de couverture. Un participant ajoute qu'il faut toutefois mettre à sa disposition un véhicule pour le transport de l'équipe de reportage, sans compter les per diem. Selon l'un des membres du panel, ces conditions préalables jurent d'avec le principe de gratuité qui, à côté de la neutralité et de la continuité, fondent le service public.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 2.5

## 3.10 Le diffuseur public / d'État fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.

Il y a, de l'avis de certains, un bel effort dans ce sens. L'information est de plus en plus équilibrée, sauf quand il s'agit de l'actualité politique. « Sur le plan politique, il y a encore un peu de tâtonnements » explique un panéliste. En fait, le diffuseur public déploie un trésor d'ingéniosité pour éluder certaines questions politiques. Selon l'un des participants, *Radio Lomé* a fait un « black-out » sur un communiqué que les organisations consuméristes avaient payé pour annoncer une manifestation contre la vie chère, en 2008. Non seulement le communiqué n'a jamais été diffusé, mais la somme encaissée n'a jamais été restituée.

Un autre panéliste évoque la technique du « muet » qui consiste à passer certains sujets en images commentées sommairement par le présentateur du journal télévisé. Enfin, il arrive parfois que la radio ou la TV fasse un montage tendancieux des propos de sorte à faire dire à une personne le contraire de ce qu'elle a réellement dit dans l'interview. Pour se prémunir de ces pratiques, certains refusent d'accorder des entrevues aux médias audiovisuels étatiques, sauf en direct.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										

Moyenne de l'indicateur: 2.1

### 3.11 Le diffuseur public/d'Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable

Les avis du panel, sur cette question, sont partagés. Certains participants pensent qu'il n'y a pas de contenu local qui se caractérise par sa créativité et sa variété. Mais, pour d'autres, il convient de nuancer ce point de vue parce qu'il y a quand même des initiatives louables. Parmi celles-ci, le journal des régions, sur la *TVT*, qui permet de connaître les actualités locales du pays. A *Radio Lomé*, les informations sont données dans deux langues locales. Il reste vrai que la radio nationale propose le même programme partout sur le territoire et qu'il n'existe pas de productions telles que des magazines ou des documentaires radiophoniques sur des questions locales.

A la télévision, des équipes régionales sillonnent le pays pour couvrir l'actualité et pour produire des programmes, mais le manque de moyens ne leur permet pas d'effectuer les montages sur place et dans les délais. Par conséquent, les évènements couverts ne sont diffusés que 2 à 3 jours plus tard. Il y a toutefois une exception quand il s'agit des déplacements du Président de la République à l'intérieur du pays. Mais, elle s'explique par le fait que le Chef de l'Etat dispose d'une équipe de tournage dédiée et de moyens logistiques conséquents.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		

Moyenne de l'indicateur: 2.5

## 3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.

Les radios communautaires sont des médias relativement nouveaux au Togo. Elles n'apparaissent donc pas en tant que telles dans le cadre juridique, notamment dans le Code de la Presse et dans la loi organique portant organisation et fonctionnement de la HAAC. Mais, elles sont par définition des radios privées et, ipso facto, elles sont encadrées par toutes les lois applicables à celles-ci.

Cependant, l'arrêté N° 3/2005/HAAC/PR du 3 novembre 2005 portant Cahier des charges et obligations des sociétés des radiodiffusions sonores et des télévisions privées en donne une définition claire : « Est considérée comme radio ou télévision confessionnelle ou communautaire toute radio ou télévision à but non lucratif ».

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		

Moyenne de l'indicateur: 1.4

Note du secteur 3: 2.0

# SECTEUR 4:

**Les médias exercent des normes  
professionnelles de haut niveau**

## Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

### 4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) est l'instance d'autorégulation de la presse. Il fait office de tribunal des pairs. Créé en novembre 1999 sur l'initiative de 5 organisations professionnelles (UJIT, SAINT JOP, SYNLICO, Maison de la Presse, ATEPP), l'OTM continue de bénéficier de la reconnaissance de la corporation. En 2002, l'OTM a initié, avec l'ensemble des organisations professionnelles, l'élaboration du Code de déontologie des journalistes et techniciens de la communication du Togo.

L'instance d'autorégulation profite des auditions des parties plaignantes et des journalistes pour rappeler ces derniers à leurs obligations professionnelles et morales dans l'exercice de leur métier. L'OTM organise également des séminaires de formation et de sensibilisation sur les normes professionnelles et le code de déontologie.

Il semble y avoir beaucoup de récriminations faites à la presse pour manquement aux règles d'éthique et de déontologie. Mais, l'Observatoire ne semble plus bénéficier de la confiance de tous les acteurs. Les contempteurs de l'OTM lui reprochent certaines de ses décisions systématiquement favorables aux autorités et sa proximité avec la HAAC. La crédibilité des membres est également remise en cause.

Il reste que l'instance d'autorégulation est toujours assez dissuasive par le fait que ses délibérations, sans être exécutoires par elles-mêmes, sont prises en compte dans l'attribution de l'aide à la presse.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		

Moyenne de l'indicateur: 2.9

## 4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

La presse togolaise fait face, depuis quelques années, à une véritable crise de confiance et de crédibilité. Dixit l'un des participants au panel : « Depuis 7 à 8 ans, je ne crois plus à notre presse ». Des témoignages de panélistes font état d'informations inventées de toutes pièces (Ex : la construction présumée d'une villa d'une valeur de 75 millions de FCFA par M. Patcha Gnassingbé).

Dans des cas relativement moins graves, des journalistes travaillent dans l'approximation. « Nos journalistes travaillent souvent sur la base de rumeurs qu'ils ne vérifient pas », se désole un panéliste. En conséquence, il est souvent difficile aux avocats qui les défendent devant la justice de plaider leur cause.

Les panélistes donnent de nombreuses explications à cet état de fait. Au plan professionnel, le manque de formation semble être la source principale du mal. « Certains journalistes ne savent pas qu'il faut vérifier et équilibrer l'information », d'après un participant. A cela s'ajoute, pour ne rien arranger, la recherche effrénée du « scoop » et l'appât du gain. En effet, profitant des mauvaises conditions de travail - notamment le non paiement de salaires décentes aux journalistes - certaines sources d'informations les manipulent après leur avoir accordé des per diem et d'autres formes de gratifications plus ou moins acceptables.

Evoquant une affaire pendante devant la justice, un membre du panel dit avoir noté que c'est le plaignant qui a manipulé le journaliste contre lequel il s'est finalement retourné. Un autre participant évoque le cas d'une femme qui a fait croire à un journaliste qu'elle était mariée au Chef de l'Etat alors qu'il n'en était manifestement rien.

Par ailleurs, la violation des principes de base d'exactitude et d'impartialité s'explique par les difficultés que rencontrent les journalistes à recouper leurs informations. Or, l'information est une denrée périssable ; les journalistes n'ont pas toujours la patience d'attendre. Ils se contentent de préciser que l'information publiée reste à vérifier ou à confirmer. « C'est une escroquerie ! » s'exclame un participant. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit d'informations relatives à la gestion des affaires publiques. Dans ce domaine et dans bien d'autres, le panel note également une discrimination dans la communication des informations à la presse.

Selon l'analyse du panel, la piètre situation morale et professionnelle de la presse togolaise est due également à des facteurs historiques. Les premiers journalistes de la presse privée étaient des militants politiques, des « combattants de la liberté » qui ont transposé leur combat dans l'arène médiatique avec tout ce que cela comporte comme partis pris, diatribes, etc. Aujourd'hui encore, « il y a plus de militants que de journalistes dans les rédactions » d'après le panel.

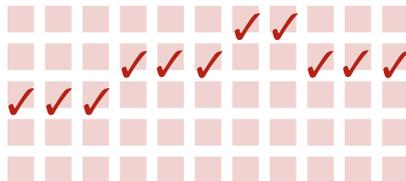
Toutefois, il ne faut pas généraliser ni exagérer la description de la situation. Pour l'un des panélistes, « il ne faut pas partir de cas isolés pour tirer hâtivement la conclusion que la presse togolaise n'est pas crédible ». La plupart des panélistes reconnaissent qu'il y a des organes de presse qui font un excellent travail fait de rigueur, d'investigation approfondie et de recoupements systématiques. Mais, d'après le décompte d'un participant, c'est une dizaine de journaux sur la cinquantaine qui paraissent régulièrement au Togo.

Enfin, un panéliste invite à examiner la question sous l'angle plus global de la crise multidimensionnelle que vit la société togolaise. Dans ce contexte, les populations sont en demande « d'une presse de défoulement ». Et dans ces conditions, les médias les plus professionnels ne sont pas forcément ceux qui vendent le plus. Au contraire.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères de l'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.1



#### 4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

Les discussions du panel sur la question de l'égalité des chances se sont essentiellement focalisées sur l'égalité de genre. A cet égard, on note une constante amélioration de la situation. La figure emblématique de cette embellie est, sans nul doute, la directrice de l'ATOP (Agence Togolaise de Presse), Madame Claudine Akakpo.

L'un des panélistes reconnaît que dans les organes de presse, il y a un effort manifeste dans ce sens. A contrario, il s'interroge sur la réelle volonté des femmes d'occuper des postes de responsabilité au sein des rédactions. D'après ce panéliste, les professionnelles des médias n'ont pas toujours confiance en elles-mêmes. A cela s'ajoutent les contraintes professionnelles, sociales et culturelles qui ne favorisent pas leur ascension dans la hiérarchie des entreprises de presse.

Pourtant, sur le terrain, on compte de plus en plus de femmes dans les tâches de collecte d'informations et de reportage. L'un des panélistes se demande si cela n'est pas lié au fait que les femmes ont souvent plus de facilité à accéder aux sources d'information. Mais, cette forme de spécialisation liée au genre, particulièrement en matière d'émissions ou de rubriques culinaires, de beauté ou de faits divers, n'a plus vraiment cours.

Pour le reste, l'un des panélistes pense qu'il n'y a pas véritablement de discrimination. Par exemple, le cas d'un non voyant qui a lancé une radio communautaire est cité. Mais, un autre participant évoque « un malaise » au sujet de nominations à relents politiques voire ethniques dans les médias publics.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>																
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>																		
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>																		

Moyenne de l'indicateur:

2.8

## 4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

L'autocensure est une pratique courante dans les médias togolais, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Mais, selon le secteur considéré, les raisons de cette autocensure diffèrent les unes des autres.

Dans le secteur public, les journalistes craignent, d'une part, les réactions négatives des autorités officielles à la publication de telle ou telle information ou au choix de tel ou tel angle de traitement ; d'autre part, ils redoutent les réactions trop zélées de leurs propres patrons. Même si certaines pratiques ont tendance à disparaître, un membre du panel indique qu'il arrivait que des journalistes reçoivent des admonestations par téléphone en pleine émission ou qu'ils soient licenciés alors qu'ils se trouvaient encore à l'antenne.

Pour illustrer cette peur des sanctions, un panéliste rapporte qu'il y a quelques années, un directeur de la TVT avait fait interrompre une émission en direct au bout d'une demi-heure. L'émission a repris son cours normal sur instruction du Chef de l'Etat qui regardait la télévision à ce moment-là et qui, paradoxalement, trouvait l'émission fort intéressante.

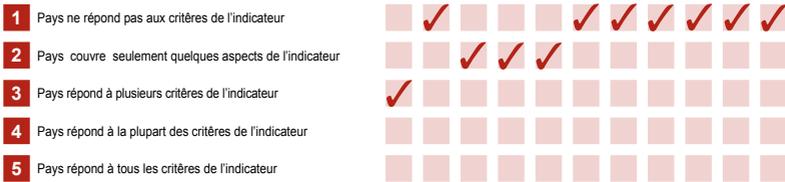
Aujourd'hui, l'autocensure s'explique surtout par le fait qu'en cas de sanction définitive et abusive, le journaliste ou le technicien de la communication travaillant dans le public n'a aucune garantie de pouvoir intenter un procès à son employeur. Souvent, le licenciement n'est pas formellement notifié. Un panéliste évoque le cas « d'une mise à pied d'un an avec présence obligatoire ». De plus, la chambre administrative de la Cour d'Appel, compétente en la matière, ne fonctionne pas normalement.

Dans le privé, les journalistes et techniciens restreignent leur liberté éditoriale essentiellement pour éviter les éventuelles atteintes à leur intégrité physique du fait de personnes citées. La peur de « trop s'avancer » et l'absence de preuves sont également citées comme source d'autocensure dans le privé.

Mais, que cela soit dans le public ou dans le privé, le panel note que l'autocensure porte surtout sur les informations politiques et économiques. Mais, certaines questions culturelles sont abordées avec beaucoup de prudence ou simplement éludées de peur d'effets préjudiciables à la sécurité et à l'intégrité des médias et journalistes qui les traitent. Les journalistes s'autocensurent également sur des informations mettant en cause leurs patrons et sur les relations de ces derniers.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.5

## 4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

L'immixtion des promoteurs de presse dans le fonctionnement de la rédaction et l'orientation éditoriale est « systématique », d'après certains des membres du panel. Les propriétaires influent sur la ligne éditoriale en fonction de leurs relations personnelles ou professionnelles et par rapport à la sensibilité du sujet traité. Un participant, par ailleurs directeur d'un organe de presse, avoue que « lorsque l'information dérange [ses] convictions politiques, il ne la passe pas ».

D'après ces panélistes, cela peut se comprendre parce que celui qui finance le média a naturellement un moyen de pression sur la rédaction, sur les contenus et sur l'orientation. Mais, la loi sur le Code de la Presse – en écho au code de déontologie – offre au journaliste un recours pour s'affranchir du diktat du propriétaire : la clause de conscience. Celle-ci permet à un journaliste qui se trouverait en désaccord avec une nouvelle ligne éditoriale adoptée par son organe de rompre son contrat aux dépens de son employeur. L'article 65 du Code de la presse dispose que la clause de conscience peut être invoquée en cas de changement manifeste dans l'orientation de l'organe de communication qui crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur et à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

La clause de conscience est effectivement utilisée au Togo. Un panéliste évoque le cas d'un organe de presse où 4 journalistes ont quitté le journal à la suite d'un changement de ligne éditoriale.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										

Moyenne de l'indicateur: 1.5

## 4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus

Bien qu'il soit difficile de mesurer précisément le phénomène et d'étayer toutes les accusations avec des preuves irréfutables, la corruption est perçue – parfois vécue – par les panélistes comme une pratique endémique et un « problème sérieux » dans le secteur de la presse. Un panéliste, par ailleurs responsable d'un organe de presse, reconnaît volontiers que son journal a déjà reçu de l'argent pour des raisons éditoriales et qu'il n'interdit pas à ses journalistes de « prendre » si tant est qu'ils n'aient pas sollicité le geste du donateur.

Mais, s'il y a corruption, c'est bien parce qu'il y a, quelque part, un corrupteur, répond un participant. Or, dans ce domaine, le panel souligne le rôle moteur des hommes politiques dans l'amplification du phénomène. Il faut toutefois dissocier les pratiques répréhensibles sous l'angle de la déontologie – mais parfaitement légales – des faits réels de corruption. En période électorale, en effet, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication admet la conclusion de contrats entre des médias privés et des candidats, moyennant finances, sous réserve de traitement équitable de l'information. Cela se justifie par le fait que les médias privés ne reçoivent pas de financement public pour la couverture de la campagne électorale et du scrutin, contrairement aux médias publics. Ce dispositif aurait été appliqué lors des élections de 2007 et de 2010 et aurait été salué par les partenaires du Togo.

Mais en dehors de ce cas, les relations entre la presse et les politiques restent marquées par l'omniprésence de l'argent. A ce jeu, l'un des panélistes met en garde contre toute forme de manichéisme : « pouvoir et opposition corrompent ». En tous les cas, certains organes de presse « vont chercher de l'argent tous les mois » auprès de certaines personnalités ou de certains partis politiques.

L'intégrité des journalistes est également prise à défaut par d'autres pratiques toutes aussi attentatoires aux normes professionnelles et non déontologiques les unes que les autres. Des panélistes citent de nombreux cas de chantage. L'une des techniques éprouvée dans ce domaine consiste à « inventer une information anodine pour surenchérir ensuite, en laissant entendre qu'on en a gardé un bout qui sera publié plus tard ». L'objectif visé étant d'amener la cible à transiger pour le blocage de l'information.

Un autre témoignage évoque un journaliste qui a donné de l'argent à des agents d'une entreprise pour obtenir des informations sur le directeur général de la société aux fins de le soumettre à un chantage par voie de presse. A cela s'ajoute le recours presque systématique au « gombo », autrement dit à des gratifications indues destinées à s'attirer la bienveillance voire la complaisance du journaliste dans le traitement d'une information.

En la matière, presse publique et presse privée sont logées à la même enseigne par le panel. Parfois, les médias publics réclament aux organisateurs des événements de leurs envoyer un véhicule pour transporter l'équipe chargée de la couverture. En plus, ces journalistes exigent parfois leur part du « gombo ». Si d'aventure l'organisateur leur accorde la même somme qu'aux journalistes du privé, leur réaction peut être négative.

Enfin, il faut signaler des groupes de prétendus journalistes qui n'ont pas de lien connu avec un organe de presse, mais qui – grâce à un bon système d'information – vont « couvrir » tous les événements où ils espèrent récolter un per diem ou un « gombo ». Ces groupes se sont fait une véritable réputation sous diverses appellations : « G 16 », « G 20 » ou « G22 », etc.

Un membre du panel rappelle qu'il y a quand même des journalistes intègres qui refusent de prendre toute forme de rémunération sans cause.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>										

Moyenne de l'indicateur:

1.5

## 4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

En moyenne, les journalistes togolais sont plutôt mal payés. Selon certaines estimations, la moyenne des rémunérations tourne aux environs de 15 000 à 20 000 FCFA (soit 30 à 40 dollars américains). Dans certaines rédactions, des pigistes travaillent même bénévolement. Cela est dû à l'absence d'une Convention Collective des Journalistes et des Techniciens de la Communication. A cela s'ajoute le non paiement des heures supplémentaires. La rareté des contrats en bonne et due forme est un facteur aggravant. Il faut noter cependant que dans certains organes de presse tels que Liberté et Forum, les salaires peuvent aller au-delà de 100 000 FCFA.

Mais en plus des faibles salaires, les panélistes évoquent l'inexistence de couverture par une assurance. L'Union des Journalistes Indépendants du Togo a tenté de faire souscrire une assurance collective, mais « ça n'a pas encore pris » se désole un participant. Néanmoins, certaines entreprises de presse font de réels efforts dans ce domaine. Liberté, la Chronique de la Semaine et le Canard Indépendant sont cités en exemple. Au Canard Indépendant, 2 journalistes sur les 7 que compte la rédaction sont déclarés à la Caisse de Sécurité Sociale, d'après le témoignage d'un panéliste.

Quant aux conditions générales de travail, elles sont caractérisées par la faiblesse des moyens logistiques. La presse togolaise souffre de la limite des moyens de déplacement des journalistes et techniciens sur le terrain.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	✓	✓				✓	✓	✓	✓		✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur			✓	✓	✓						✓
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur											
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur											
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur											

Moyenne de l'indicateur:

1.4

## 4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.

Certains panélistes rappellent que lors de la répartition des 350 millions de FCFA consentis par l'Etat au secteur des médias, une centaine de millions a été allouée à la formation. Sur ce financement, 50 millions ont été destinés à la formation pédagogique, 25 millions à la formation in situ (dans les rédactions) et 20 millions à la formation thématique, sous forme de séminaires.

Selon un participant, l'Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA) et l'Ecole Supérieure des Techniques des Arts et de la Communication (ESTAC) ont bénéficié de cette assistance publique.

S'agissant de la formation en interne, quelques expériences jugées exemplaires sont citées, notamment les sessions de formation organisées par l'Indépendant Express à l'intention de ses journalistes et le renforcement des capacités offert par la Télévision Nationale Togolaise (TVT) à ses techniciens.

Les organisations professionnelles et syndicales tentent également de contribuer à la formation de leurs membres. Ainsi de l'UJIT qui, dès sa création en 1993, s'était rapprochée de la Fondation Friedrich Ebert pour la formation de ses adhérents dans des matières telles que le secrétariat de rédaction, l'enquête et le reportage.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
2	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
4	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
5	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

Moyenne de l'indicateur:

3.3

## 4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles.

Le panel note, pour s'en féliciter, l'existence et le réel dynamisme d'un nombre significatif d'organisations professionnelles et syndicales des médias. La dernière association mise en place est le collectif « SOS Journalistes en Danger », en réaction aux multiples harcèlements judiciaires, menaces et agressions dont la presse togolaise a été victime ces derniers mois.

Lors de son assemblée constitutive, le 1er septembre 2010, cette organisation s'est fixée comme objectifs la défense de la liberté de presse, l'assistance aux journalistes en danger, la mobilisation des organisations nationales et internationales en faveur des médias et journalistes menacés et, enfin, la fédération des actions menées dans ce sens.

Un syndicat patronal, le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), a été mis en place en décembre 2007. Il est le fruit de la fusion de 4 associations patronales : le Conseil Togolais des Editeurs de Presse Privée (CTEP), l'Organisation des Editeurs de Presses Indépendantes (OREPI), l'Association Togolaise des Patrons de Presse (ATOPAP) et l'Union des Radios Télévisions Libres du Togo (URATEL).

Contrairement aux organisations patronales qui ont été fédérées en vue des négociations sociales sur la Convention Collective, les syndicats de journalistes et de techniciens de la communication restent marqués par le clivage entre le public et le privé. L'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), créée en 1993, s'est donné pour mandat « la défense des intérêts matériels et moraux des journalistes de la presse indépendante et la lutte pour la liberté de presse ». Les professionnels du secteur public peuvent, quant à eux, s'affilier à deux organisations syndicales : le SYNLIPO et SAINT JOB.

De l'avis de l'un des panélistes, le fonctionnement des syndicats est satisfaisant, mais il reste en deçà des attentes de la profession. Selon un des participants du panel, il faut toutefois reconnaître que le syndicat SAINT JOB a un réel impact.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères de l'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères de l'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>											

Moyenne de l'indicateur: 3.6

Note du secteur 4: 2.3

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 2.4

# Questions de suivi

## 1 - Quels changements positifs dans les médias ?

- Révision de la loi sur la HAAC
- Moins de pressions politiques
- Plus de débats contradictoires
- Mise en œuvre de l'aide de l'Etat à la presse
- Mutation de deux hebdomadaires en quotidiens privés
- Plus de femmes dans le secteur des médias (deux femmes directrices de publication)
- Une femme directrice d'organe public (Agence Togolaise de Presse)
- Admission de journalistes d'organes de privés dans la délégation du Président de la République
- La HAAC inclut les médias privés dans la couverture de la campagne électorale
- Ouverture de la télévision nationale à une collaboration avec les journalistes du privé

## 2 - Quels changements négatifs ?

- Multiplication des dérives dans la presse en général
- La corruption augmente dans les médias
- Suspension d'émissions de radios par la HAAC
- La bipolarisation politique accentuée dans les médias
- De plus en plus de restrictions de l'accès des médias publics aux partis de l'opposition

## 3 - Raisons des changements positifs

- Volonté politique d'ouverture
- Pressions des partenaires extérieurs
- Action déterminée des acteurs des médias
- Sens de l'entreprenariat
- Prise de conscience sur l'approche genre

## 4 - Principaux obstacles

- Précarité des organes de presse
- Insuffisance de la formation
- Absence de textes d'application des instruments internationaux (Convention de Floride sur la détaxe des intrants)

- Excès dus à la volonté politique d'ouverture
- Menaces de la classe politique
- Partialité des journalistes
- Faible marché de la presse
- Faiblesse du marché de la publicité

## Activités pour les deux prochaines années

- Mise en place de la Convention collective (UJIT)
- Erection des médias d'Etat en office (les syndicats)
- Renforcement des capacités des acteurs des médias (métiers de base)
- Organisation des Etats généraux de la presse
- Assurer la régularité de l'aide à la presse (CONAPP)

### Membres du panel:

Maitre Kpande-Adzaren Raphael (Société Civile)  
Madame Lawson-O. Nadou (Syndicaliste)  
Maitre Zeus Ajavon (Avocat)  
Monsieur Gagalo Bénétti (Société Civile)  
Madame Aïdam Célestine  
Maitre Sokpoh Jonas (Avocat)  
Monsieur John Zodzi (Journaliste)  
Monsieur Ayi Mamavi (Journaliste)  
Madame Thérèse Guemba (journaliste)  
Monsieur Augustin Amega (Journaliste)  
Un/e autre Journaliste



# **AFRICAN MEDIA BAROMETER**

The first home grown analysis of the  
media landscape in Africa



## **TOGO 2010**

English Version



# CONTENT

## **SECTOR 1:** 81

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## **SECTOR 2:** 95

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

## **SECTOR 3:** 109

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

## **SECTOR 4:** 121

The media practise high levels of professional standards.

# The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the “*Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa*” (2002) by the “African Commission for Human and Peoples’ Rights”. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Foundation (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organizations like the Media Institute of Southern Africa.

## Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB- report. After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

### **Outcome**

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

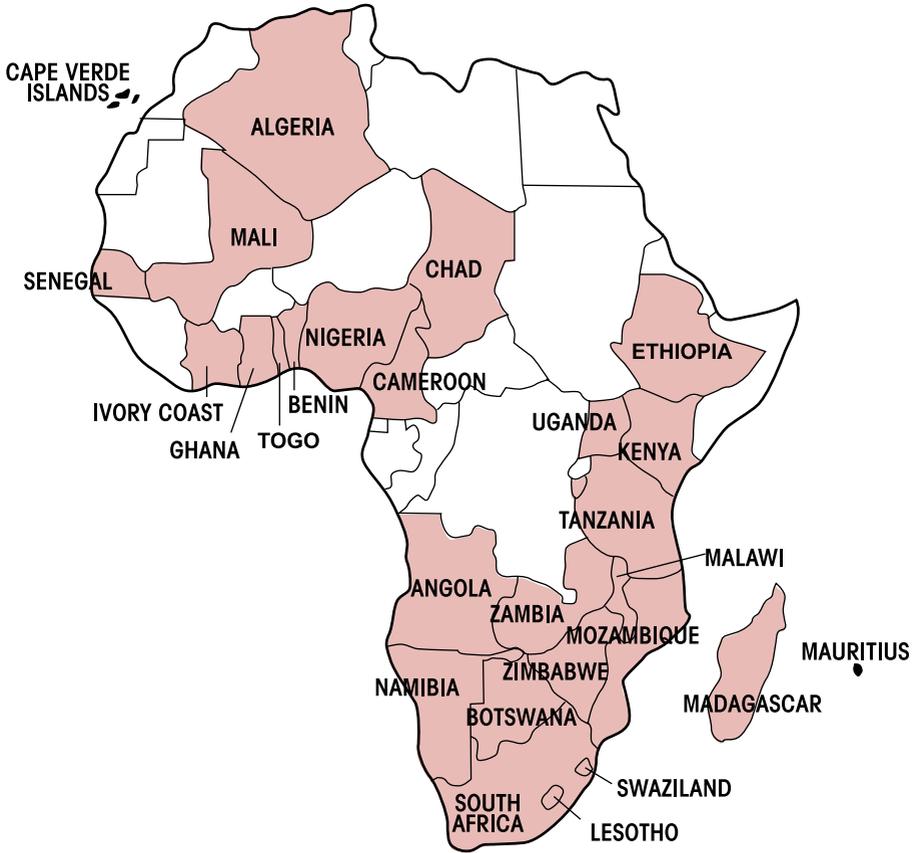
Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Foundation (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology.

By the end of 2010 the African Media Barometer had been held in 27 African countries, in some of them already for the third time.

**Mareike Le Pelley**  
**Head of fesmedia Africa**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung**  
**Windhoek, Namibia**

**Kaitira Kandjii**  
**Regional Director**  
**Media Institute of Southern**  
**Africa (MISA)**  
**Windhoek, Namibia**



*See above 27 AMB Countries (2005–2010)*

# AFRICAN MEDIA BAROMETER TOGO 2010

## Executive Summary

The Togolese constitution, like those of other African countries, guarantees freedom of expression in general and freedom of the media in particular. It also makes provision for the setting up of the national media regulatory body – the Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication (HAAC) – and defines its role.

However, Togolese legislation does not always spell out the exact meaning of certain concepts related to the freedoms invoked by the constitution. For instance, there is no clear and acceptable definition anywhere in the body of law of “public order” – a term used to justify restrictions on basic freedoms.

When it comes to the actual exercise of freedom of expression panelists were divided. Some believe that after many years of oppression Togolese citizens today can speak out freely, unlike in the past when they had to be careful about what they said “even in their own homes”. Others think that there are some sensitive subjects that will always provoke reactions from the authorities. In particular they referred to the “high-handed interventions of the HAAC in the work of journalists and the media”. Citizens, including journalists, exercise their freedom of expression “at their own risk and peril” given that there are still attacks and threats against journalists.

Togo’s legal framework is not repressive, but it does lend itself to excesses in its application. Such excesses are possible because of the vagueness of concepts such as “public order”, “defense secret”, etc. The constitution recognises the primacy of international instruments such as conventions, declarations, treaties, etc. to which the country is a signatory, but this do not always translate into their being applied in practice.

There are no legal or regulatory barriers for entry into the journalistic profession but the Press Code defines how it is to be exercised. Among other things the code specifically says that journalists are not obliged to reveal their sources. However, the security forces often attempt to compel journalists to disclose their sources in the course of their investigations.

By law, all citizens have unrestricted access to public information. In practice, however, there are many obstacles, the most important being undoubtedly the overzealousness of officials who take refuge behind their hierarchical structures.

Access to internet is free and not subject to any regulation by law. However, there is evidence of interference and even piracy of private accounts.

Civil society organisations occasionally get involved, alongside the media, in the defense of media freedom. However there is no real commitment to this goal – either on their part or even on that of the media fraternity itself.

There is a wide range of information sources available in the country: about sixty publications, ten television channels and more than 85 radio stations, roughly twenty of them in the capital Lomé. However, newspapers do not always appear regularly and are rather expensive (on average US\$0,5 a copy), compared to the average income (less than sixty dollars per month).

Radio stations are not allowed to rebroadcast foreign radio programmes without the authorisation of the HAAC. Sometimes even Radio France International is disrupted when it deals with topics considered sensitive for the country. A number of French media correspondents found it difficult to obtain accreditation to cover the presidential election in March 2010.

Regarding local print media, prefects (local authorities) at times have newspapers confiscated.

Print media distribution is rather limited, and there is no support from the state in this regard. Some panelists are of the view that this has political reasons and that the authorities do not want citizens to become well informed. Others say newspapers are indeed being read but away from the prying eyes of overzealous censoring prefects. The main problem though seems to be the high price of newspapers in relation to people's limited buying power, especially in rural areas. This also explains why regional papers are almost non-existent.

There is one daily newspaper published by the state. It has no editorial independence.

Existing competition law in principle makes media concentration difficult. It stipulates specifically that no single natural or legal person is allowed to control more than 20% of all print publications or radio or television stations. However, the law has failed to prevent concentration in the media.

The state provides some support to the media from the public purse but this is not necessarily motivated by concern about their viability or the diversification of the media landscape. Some panelists believe that the intended objective is rather to ensure the good will of journalists. This state support is not given regularly and the amounts differ.

As regards media content women are given very little space. This is mainly due to cultural reasons. Women in Togo are not used to expressing themselves in

public. Even fewer women get involved in politics. Apparently this is regarded as a dangerous field and, according to one panelist, women fear they might “die and not be able to take care of their children”. The situation could change in future, thanks to the training efforts by various associations targeted specifically at women.

In the political sphere, media content is marked by a clear segregation between the powers that be and the opposition. Within the confines of this broad demarcation there is some real effort to present diverse opinions and currents of thought. In the capital, for instance, radio stations openly favour the opposition in their tone and editorial line. Representatives of the ruling party are therefore reluctant to come forward and express themselves on these stations.

There is no guiding legislation in place regarding new information and communication technologies. In his electoral platform for the March 2010 elections the head of state made a commitment to push the telephone and internet penetration rate up to 75% over the next five years.

The advertising market in Togo is limited. The state is the main advertiser and many panelists believe that there are political motivations behind the way the state awards its contracts.

The audiovisual media are governed by the Press Code whose provisions are very general. There is no specific broadcasting law and two bodies have a say in the assignment of frequencies: the HAAC and the Regulatory Authority for Posts and Telecommunications (ARTP).

The media regulator (HAAC) is independent in principle and its members are nominated according to very strict criteria. They are not allowed to hold shares in a media enterprise or an electoral political mandate. In practice, however, the body's composition is influenced by the government. For example, four of the nine members of the HAAC are nominated by the head of state at his discretion, even though within the defined criteria. There is a view, though, that it is up to the HAAC members themselves to take their responsibilities seriously and that the regulatory body could be independent.

The state/public broadcaster does not have a board of directors. It depends entirely on the minister of communications and its budget is included in that of the ministry. The Director General is appointed after consultation with the HAAC but can be recalled at any time. As a result, the public broadcaster does not enjoy any editorial independence.

State radio covers the entire national territory. Television can be received in most parts of the country.

According to the panel the state/public broadcaster is making real efforts to diversify its programmes and reflect the various viewpoints and currents of

thought within society. However, these efforts are severely constrained in the political domain and the broadcaster uses all kinds of ingenious methods to avoid those questions that might offend or reflect badly on the powers that be. It is only during election periods that air times will be distributed equitably between the different parties according to agreed criteria and following regulatory provisions.

Regarding local content, the panel noted some laudable initiatives such as the regional journal at Radio Lomé and the use of local languages. State television does send out teams to collect information in the regions but because of a lack of means and infrastructure such material rarely makes it on to the screen – except for coverage of the head of state whenever he travels around the country.

Community radio is a relatively new phenomenon in Togo. No legal provision has yet been made for this sector.

The media have created an Observatoire Togolais des Médias (OTM – a media observatory body). This body of peers deals with questions of professional standards and ethics. OTM has authority because its views are being considered in the distribution of state aid to the media. However, it does not enjoy the trust of the entire media fraternity because it is said to be often biased in favour of the authorities.

The lack of training, according to some panelists, is to blame for the fact that journalists sometimes invent information or do not verify the facts before publishing their stories. They are also open to manipulation. This has historical reasons, panelists say: the first journalists were mostly political activists or “freedom fighters”. Up until today this taking of sides still manifests clearly in most newspapers.

Nevertheless, one panelist warned against generalising about the lack of objectivity in the Togolese media. Some, he said, were doing a good job. Popular demand, however, was for an easy, entertaining read and professional papers were therefore hard to sell.

Investigative journalism is not one of the strong points of the Togolese media. Some panelists believe that this is due to a lack of training; others say there have been training activities in this regard but they did not make any discernible impact. Efforts are said to be made towards creating gender equality in the Togolese media and appoint more women to positions of authority. However, while there are more and more female journalists in the field, their promotion in the organisations is often hindered by cultural and social constraints.

Self-censorship is common practice in the Togolese media. In the public/state sector particularly, journalists deliberately hold back for fear of losing their job. In the private sector, self-censorship is mostly caused by fear of retributions from the people covered and quoted in their stories. This applies particularly in the case

of political and economic issues or where media owners may be involved. Media owners are said to be interfering “systematically” in the editorial independence of their outlets. Sometimes journalists do attempt to resist such interference by invoking the conscience clause in the Press Code, occasionally they also leave their job in protest.

Corruption is endemic in the Togolese media, according to the panel. Media outlets are being paid to adopt a certain editorial line and owners accept that their journalists receive money from individuals or organisations. During election periods media outlets agree to cover specific candidates in exchange for payment. Events where journalists are likely to receive per diems are particularly popular. These per diems are known as ‘gombos’.

Working conditions in the media in Togo are deplorable. There is a lack of logistical means, in particular transport, and journalists earn an average wage of between thirty and forty US dollars per month. Some even volunteer their services and survive thanks to the ‘gombos’. In rare cases, salaries can go up to two hundreds US dollars a month.

There are a number of journalism training facilities in Togo and media organisations strive to train their members in these facilities.



# SECTOR 1:

**Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.**

# Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## 1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

Freedom of expression and freedom of the media derive naturally from freedom of thought. This freedom is classified among the basic freedoms that the Togolese constitution, in its preamble, has vowed to guarantee and protect.

In its article 25 the constitution provides that “every person has the right to freedom of thought, conscience, religion, cult, opinion and expression”. However, the basic law also points out that “in practising these rights and freedoms, the rights and freedoms of others, of the public order and the norms established by law and other regulatory provisions have to be respected”.

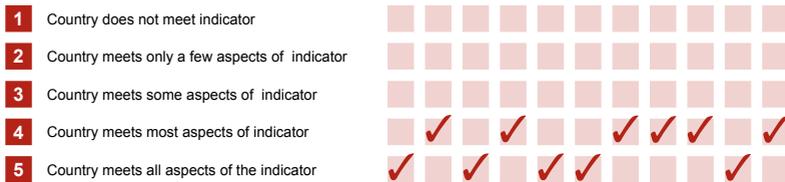
Article 26 specifically refers to the fact that the “freedom of the press is recognised and guaranteed by the state. It is protected by law”. The same article provides that the prohibition of a publication may be imposed only by a court order. Section IX of the constitution introduces the High Authority of Broadcasting and Communication (HAAC). According to article 130, the HAAC’s task is “to guarantee and ensure the freedom and the protection of the media and other means of mass communication”. The composition, organisation and modus operandi of the HAAC are regulated by law.

The constitution says that “every person has the right to freedom of expression and broadcasting by word, print or any other means, his/her opinions or information that he/she holds ...”, but it also clarifies that this must be done “within the boundaries defined by law”.

While recognising the need to limit by law every freedom’s scope, panelists noted that the definition of certain legal concepts and provisions in this regard is “fluid or simply non-existent”. This opens them up to subjective interpretations that different players may want to apply to them. For example, there is no definition of “public order” anywhere in the country’s body of law. The meaning of the term needs to be spelt out, in a clear and acceptable manner, by Togolese jurisdiction.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4,5

## 1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

There was profound disagreement over the question whether the right to freedom of expression is being exercised effectively and fully. Some panelists argued that the Togolese, long deprived of their right to freedom of speech, are now profiting greatly from new spaces for civil liberties won over the past few years. “It’s as if they were suppressed and boxed in and, suddenly, the floodgates have been opened”. One example cited in support of this view is the proliferation of interactive programmes on radio channels, especially since the presidential elections in March 2010.

“Today, in Lomé, people can say anything, anywhere. Just few years ago, they could not express themselves freely, even in their own homes”, said one panelist. He recalled the case of two of his colleagues who were fired during that period, one of them for having established a political party.

According to another group on the panel the right to freedom of expression can only be exercised at a superficial level. The scope and effectiveness of this right seem to depend largely on the subject in question, the category of citizen making use of it, the period concerned, the sociopolitical context at the time and the place where the right is being exercised.

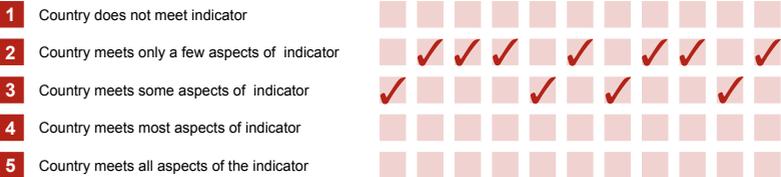
Examples quoted in support of this view are the numerous interventions by the HAAC in the work of journalists and the media, the complaints submitted by the authorities, and the threats that journalists face. A panelist mentioned the case of journalists who were summoned and severely reprimanded by the HAAC, one of them for having compiled a dossier on the independence of the country.

When it comes to expressing oneself freely without fear, panelists were unanimous in saying that citizens, including journalists, enjoy this right “at their own risk and peril”. Since the presidential election in March 2010 the media have chronicled a number of attacks and threats against journalists and technical staff. Among the most recent incidents were threats by a French adviser to the Togolese army, Colonel Romuald Letondot, against photojournalist Didier Ledoux on the margins of a demonstration by the opposition on 10 August 2010. Two weeks later the same reporter was kidnapped and beaten by the police in front of the House of Justice in Lomé. Also in August, the Union of Independent Journalists of Togo (UJIT) sounded alarm bells over threats of physical elimination against journalists in private newspapers and radio stations.

In recent months 7 newspapers have had legal proceedings brought against them, most of them by the President of the Republic himself. The head of state claimed no less than FCFA 100 million (US\$ 200 000) from one of these publications for having implicated him in a moral affair. The election period was also a very trying time for the media. In February 2010, radio Dawul de Bassar (in Kara region, 400km away from Lomé) and its management received threats from local administrative and judicial authorities for having broadcast a communiqué announcing a convoy of the Front Republicain pour l’Alternance et le Changement (FRAC - Republican Front for Change), an umbrella body of the opposition. On 13 March 2010, the AFP correspondent in Togo was attacked, this time by militant opposition supporters he had photographed during a demonstration of the Union des Forces de Changement (Union of Forces for Change - UFC).

**Scores:**

**Individual scores:**



**Average score:** 2.4

### **1.3 There are no laws restricting freedom of expression such as excessive official secret or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.**

One panelist summed up the legal and regulatory framework regarding freedom of expression in these terms: “We have normative texts that we apply excessively.” Another concurred: “In Togo we are champions when it comes to norms and standards. It’s at the level of implementation that we sin.”

The entire panel agreed on the quality of texts and legal provisions that enshrine the right to freedom of expression and freedom of the media. They also noted with satisfaction that there is no specific law on state secrets. Act 98 -004/PR of 11 February 1998 on the Press and Communication Code, amended in 2000, 2002 and 2004, decriminalises acts of libel by the media.

A recent amendment to the law that governs the establishment and organisation of the HAAC seems to have removed the authority’s power to temporarily suspend a media outlet. However, there is no clarity on whether this provision has already entered into force because the new text has not yet been published in the official gazette.

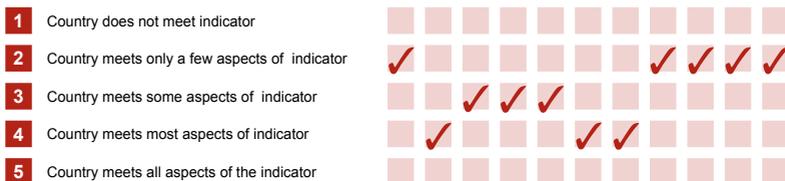
As one panelist pointed out, the constitution does contain references to “defense secrets”. Article 2 of the Press and Communication Code provides that in the exercise of freedom of the media regard is to be had to the imperatives of national defense and security, among others.

In practice, these provisions make it difficult to access certain information. Information related to the preparedness of the Togolese armed forces, for example, is protected as a “defense secret”. It may be readily obtainable from foreign sources, but the fact remains that in many countries this type of information is freely accessible.

This shortcoming is exacerbated by the absence of a law on access to information which would determine how public information can be requested and obtained.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.8

## 1.4 Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and the media.

The fact that regional and international instruments are referred to in the preamble of Togo's constitution could be taken as an indication that the government is willing to honour its international commitments related to freedom of expression. In fact, the introduction to the country's basic law says the Togolese people are convinced that a state which upholds the rule of law "can only be based on political pluralism and the principles of democracy and the protection of human rights as defined in the United Nations Charter of 1945, the Universal Declaration of Human and Peoples' Rights of 1948 and the International Pacts of 1966, as well as the African Charter on Human and Peoples's Rights adopted in 1981 by the Organisation of African Unity."

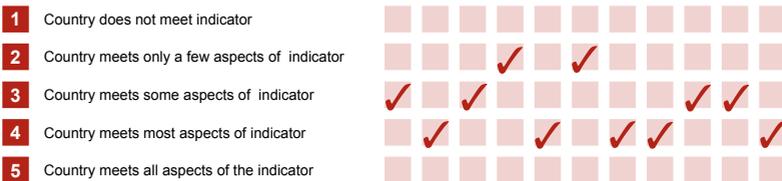
More specifically, article 50 of the constitution provides that "the rights and responsibilities spelt out in the Universal Declaration of Human Rights and the international instruments related to human rights, ratified by Togo, form an integral part of the (...) constitution."

The question remains whether the principles and values espoused in the constitution are indeed applied. In itself, the fact that they are contained in the basic law does not say anything about the government's seriousness in honouring and giving practical effect to the respective regional and international instruments. The panel also pointed out that the ratification, domestication and effective implementation of these instruments is not solely the responsibility of government but that other stakeholders such as the organisations of civil society have an important and crucial role to play in this regard.

A number of panelists, notably the media professionals, held the view that the application of international rules in the field of media leaves much to be desired. They referred specifically to the Florida Convention on tax exemptions which do not apply in the case of media bodies and companies. As one panelist summed it up: the government strives to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media in theory, but not in practice.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.3

## 1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Print media in Togo do not require permission from state authorities before publishing. The constitution stipulates that the media must not be subject to any pre-publication authorisation, official caution, censorship or other inhibiting regulatory requirements (Art. 26, section 3).

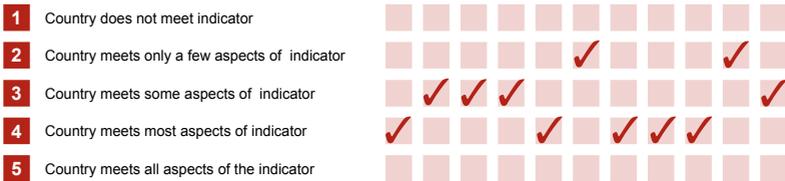
Publications merely need to register or declare their intention to publish. The formalities of this declaration are laid down in the law governing the Press Code in its articles 14, 15, 16, 17, 18 and 19.

The declaration is made to the HAAC which then issues a formal confirmation. No print media owner has ever officially and publicly been denied such confirmation by the body.

One panelist mentioned a problem in the way the HAAC interprets the provisions of the Code regarding the declaration. Publications that went into print without first having received formal confirmation from the authority have been called to order. One such case was that of the bi-monthly L'Equipe Sportive. If media bodies are allowed to begin their activities merely on the basis of their declaration, this panelist argues, a newspaper should be allowed to publish from the date of submission of the declaration, without having to wait for formal confirmation.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.3

## 1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is legally unrestricted.

Journalists are defined by article 54 of the Press Code act. In terms of this law “a journalist is any person whose main, regular and remunerated occupation is the seeking, gathering, selection, processing, publishing and presentation of information in one or several daily or periodical publications, in one or several audiovisual communication organisations, in one or several press agencies or in an information service”.

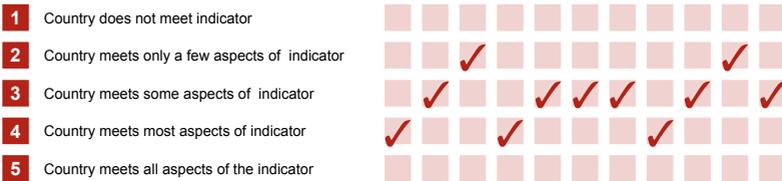
According to article 55 of the Press and Communication Code this definition also includes those who work as part of an editorial team, but excludes PR agents and all those who make only occasional contributions.

There is no law that would restrict entry into or practice of the journalistic profession. The system of registering publications by formal declaration cannot be regarded as a barrier to entry.

The same applies to the press card introduced by Act  $\langle$  2002 – 027 of 25 September 2002. Possession of such a professional card is optional and the law is not yet in force in the absence of regulatory procedures for its implementation. In any case, with regard to legal definitions of who qualifies as a professional journalist or communication technician, the law refers back to the provisions of the Press Code.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.1

## 1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

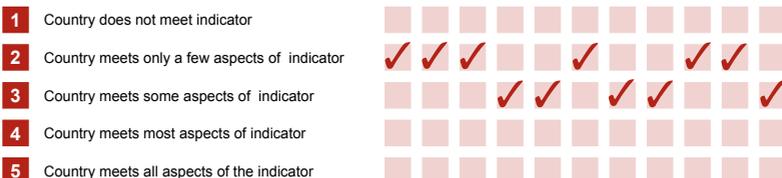
The protection of confidential sources is explicitly provided for by law in article 67 of the Press and Communication Code. It states that “journalists and communication technicians cannot be compelled to reveal their sources”.

The code of ethics of Togolese journalists also obliges them not to reveal their confidential sources, even if this could cost them imprisonment. Only the source itself can free them from this obligation, as well as formal proof that they have been manipulated by their source.

In practice, however, the police are said to be systematically calling in journalists and demanding that they reveal their sources of information, sometimes under duress.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.5

## 1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

There is no law on access to public information or information of public interest. However there are a number of references in Togolese legislation to citizens' access to public information. Article 3 of the Press Code states: "The Togolese government guarantees to every person living within its national territory the right to be informed, to inform and to have access to sources and means of information while respecting the laws governing communication". Article 71 of the code adds that "no person can be prevented or forbidden from accessing sources of information, except those related to state security, national defense, professional secrets or matters concerning the private lives of individuals".

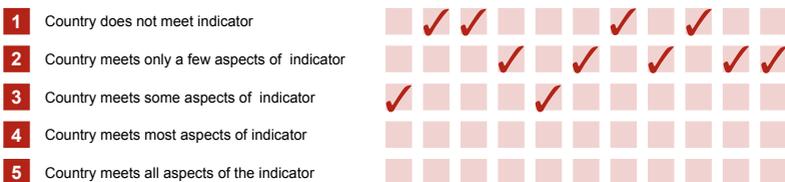
Act 2004 – 021 on the HAAC provides that "no person shall be denied access to sources of information or be obstructed in carrying out their duties in the area of broadcasting and communication as long as they act within the provisions of the law".

The law on press cards further states, in its articles 3 and 21, that professional journalists or communication technicians can use their card to get access to sources of information "in line with procedures put in place to this effect".

In reality, though, there are many obstacles to free access to public information. The conservative and traditionally secretive attitude of public officials was cited among the constraints most difficult to overcome.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score:

1.8

## 1.9 Websites and blogs are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

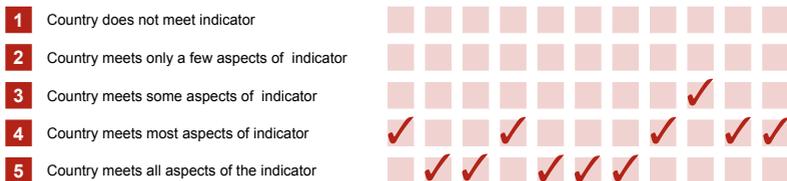
Websites are unregulated by law and not subject to prior registration or authorisation by an official body. According to one panelist a legal provision in this regard is currently being considered.

It should be noted that the definition of communication in the Press Code act includes “every publication or transmission of information by satellite, cable, data transmission network, telephone or any other new information and communication technology targeted at the public” (article 35).

However, this does not imply that the sub-sector of online media, blogs and, more broadly, internet sites is subject to any regulation by law.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score:

4.4

## 1.10 The state does not seek to block or filter internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

In the opinion of a number of panelists there are still some old, anti-democratic practices and cases where the principles of freedom of information and the confidentiality of correspondence and telecommunications are being violated.

This may involve either simple surveillance of the content of sites or, in the most severe cases, piracy of accounts in order to read or even filter e-mails.

Some people are said to have been arrested in internet cafés while they were busy communicating on the internet. In such cases the authorities generally invoke the legal provisions for limitations on freedom of expression to justify the arrests.

Internet sites of the Togolese diaspora have also been blocked during the recent troubles. One such instance seems to have been the diastog.com site which, according to one panelist, could only be accessed via a number of detours.

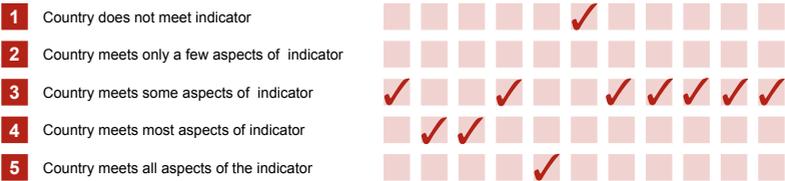
Mention was made of e-mail correspondence sent repeatedly by the Togolese League of Human Rights to the International League without ever reaching its destination.

These practices were particularly widespread in the past decade, notably during the election period in 2005. Some panelists believe they are now a thing of the past and, in any case, need to be understood within the political and social context of those years.

In terms of the technology necessary to block or control electronic communications, Togo is considered to be on par with developed countries.

**Scores:**

**Individual scores:**



Average score: 2.7

**1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.**

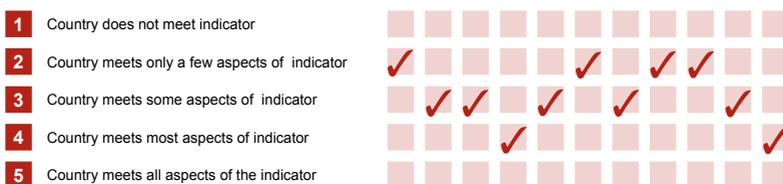
There are no civil society organisations or lobby groups specifically dedicated to the advancement of media freedom in Togo. However, many members of citizens’ movements and associations for the promotion of human rights and freedoms regularly engage in activities for the defense of freedom of expression and the media, side by side with media professionals and media organisations.

There was some disagreement among panelists, though, over the depth of commitment in support of media freedom. Members from the media sector noted with regret that civil society groups call on the media only when they want to have their events covered. Members from civil society refuted this.

In fact, it is not just civil society organisations whose active commitment to press freedom seems to be waning. Even professional media bodies are experiencing a similar phenomenon. One notable example was the timid reaction of the media, media workers and professional bodies to a number of attacks against journalists, in particular the beating of photojournalist Didier Ledoux by the army on 25 August 2010 in Lomé.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.8

## 1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

In their very first versions, the press laws were drafted by the authorities without any input from other quarters. In the course of amending existing legislation, however, there has been some degree of consultation with professional organisations.

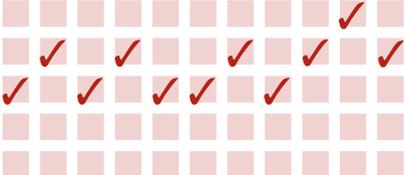
The Press Code, for example, has evolved in such a participatory fashion from its second amendment. When the law on the introduction of the press card was under discussion, journalists were consulted throughout the process. In the case of the act governing the operations of the HAAC, media professionals expressed their firm opposition to the envisaged changes and the head of state ordered a review of the amendment in line with the views of media bodies.

Citizens or civil society, however, are not involved in these consultations.

# Scores:

## Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score: 2.4

Average score for sector 1: 3.0



# SECTOR 2:

**The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.**



# The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

## 2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet) is accessible and affordable to citizens.

Users of Togolese media do have access to a wide range of sources of information in all three sectors. Some panelists even suggested there might be “more than enough”.

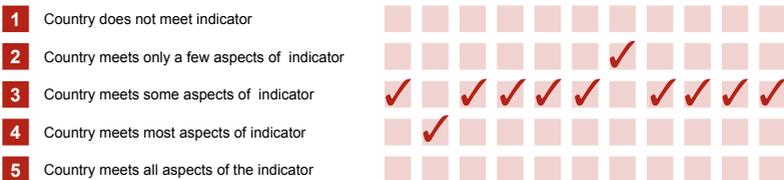
Altogether there are about sixty print publications, ten television channels (the public/state TVT, TV2, RTDS, TV7, TLS, JLI, Télé Spice, Télé catholique, Zion, Horizons) and more than 85 radio stations, some 20 of them in the capital, Lomé. Not all of the print media in particular, though, necessarily have official confirmation as registered publications from the HAAC or appear regularly.

As regards the internet, users suffer from an absence of fibre optic cables and other latest technologies. This makes connection speeds very slow. Sometimes the internet remains inaccessible for days on end. And even when there is access to the network, users have to grapple with the instability of connections and the high costs of the service.

The average price of newspapers is 250 FCFA per copy. Given the official minimum wage (MSIG) which stands at 28 000 FCFA (US\$ 56) they are thus not easily affordable.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score:

3.0

## 2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

The HAAC does not allow Togolese radio stations to rebroadcast international services or foreign programmes without its authorisation. This is part of the licensing conditions of private stations, be they commercial or community. However, some operators ignore their contractual obligations and are quick to sign off their licensing papers regardless, just to obtain their frequency.

This prohibition by the HAAC seems to be targeted, in part, at information of a political nature produced and broadcast by foreign channels in Togo. More broadly and in particular, the regulatory authority forbids radio broadcasters to retransmit the journal of Radio France International (RFI). The French international channel is also being disrupted in Togo when it deals with topics considered sensitive regarding the situation in the country. Correspondents and representatives of French media like RFI, RTL and La Croix experienced numerous difficulties when trying to obtain visa and accreditation to cover the presidential election of March 2010.

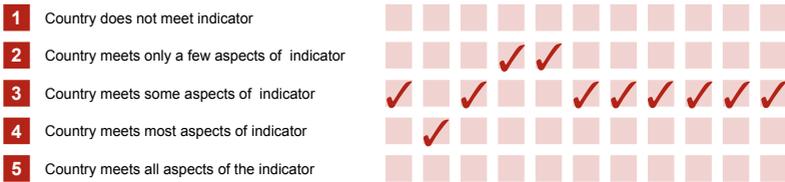
However, some private radio conglomerates based in Lomé, notably Kanal FM and Nana FM, rebroadcast Voice of America (VOA) productions without experiencing any problems. In the words of one panelist “some stations are granted permission for things that the local media are not allowed to do”.

As for print media, “what applies to radio does not apply to newspapers”, one panelist said. Foreign print media are hardly ever subjected to administrative or any other restrictions. In terms of article 13 of the Press Code, “the distribution, sale and circulation of foreign publications is free. However, they can be interdicted by a court order at the request of the State Attorney when one of the provisions of (...) the code has been violated”.

Togolese newspapers, some panelists said, are occasionally banned by prefects. In 2005, for example, Forum and Liberté were banned in Kara, the home area of President Gnassingbé.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.9

## 2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

The majority of panelists believe that the authorities are not showing any real political will to ensure that newspapers are widely distributed all over the country. They acknowledged that distribution is less of a problem in the capital, Lomé, as well as in regional capitals and administrative prefectures but more so in the rural areas.

There are a number of explanations for this state of affairs - political, social, cultural and economic.

Firstly, the status quo suits the powers that be because, as one panelist put it, “it is much easier to rule when citizens are not informed”. Administrators and politicians alike, both in Lomé and in the interior of the country, tend to think that the media generally display impertinence and rudeness towards the authorities. As a result, they sometimes believe that it is their responsibility to protect citizens from too outspoken criticism by journalists. To illustrate this point one panelist cited the fact that it is difficult, even impossible, to find private independent publications such as *Liberté* or *Forum* in places like Kara (President Gnassingbe’s stronghold), while the state daily *Togo Presse* is available, despite the considerable distance separating Kara from Lomé, the capital city (more than 400km).

Moreover, in certain parts of the country “authoritarian and overzealous” prefects exercise strong pressure so that those under their administration do not have access to sources of information, and a good way of doing that is by controlling distribution. It should also be borne in mind that article 22 of the Press Code act obliges distributors of one or more publications to submit a declaration to that

effect to the office of the mayor or the prefecture or sub-prefecture where they reside or operate from.

Some panelists noted that for all these reasons newspapers are being read secretly or “under the coat” in some places. Ironically, this often serves to arouse people’s curiosity all the more and provokes a veritable run on any publication within reach. In addition to the strict regime exercised by some prefects there are also the socio-cultural restraints imposed on communities by traditional leaders. Their authority is such that in some places citizens are afraid to inform themselves freely and outside the channels organised by the traditional chief. These chiefs often perceive the media and the private papers in particular as a threat to their authority and will do everything to limit their distribution in the areas under their control. Even the national daily *Togo Presse*, one panelist said, may be subject to such treatment. This hostility becomes all the more pronounced when the media do not feel bound by the rules of traditional etiquette and deference which these authorities customarily expect members of their respective communities to observe.

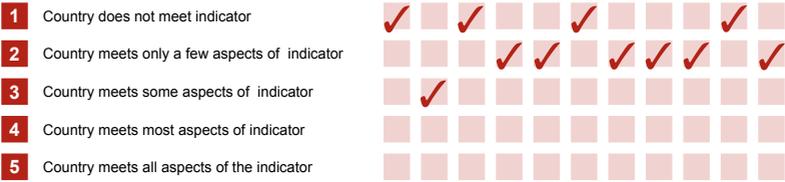
These problems are compounded by the fact that even if newspapers were widely distributed throughout the country, accessibility would be hampered by people’s weak purchasing power and the high rate of illiteracy in Togo. Obviously there are notable differences between urban and rural areas in this regard.

One way to overcome the evident problems of distribution would be the development of regional media. Panelists were divided on this issue. While some speak of regional papers just as independent and critical as Lomé based publications, others doubt that there is any such thing as a regional press, with the notable exception of Lafia in Takpaon.

Other solutions have been attempted with equally limited success. Some years ago media operators obtained the approval of the French mission for cooperation in Togo for establishing a press courier service. However, the French partners wanted to work with both the private and the state media and *Togo Presse* was opposed to any arrangement with the private media. As a result the plan came to nothing. Similarly, the idea of working out a contractual distribution agreement with the post office did not come to fruition. Media owners in particular were not keen to pursue it.

## Scores:

### Individual scores:



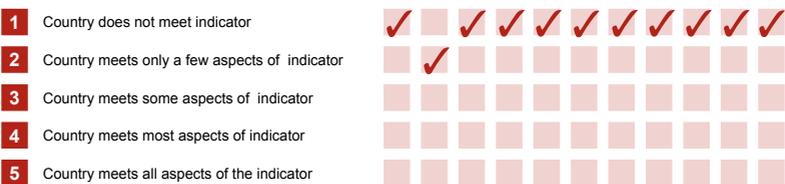
Average score: 1.7

## 2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference

The panel was unanimous in its view that the daily Togo Presse is not protected in any way against political interference. Just one glaring example is the fact that the coverage of trips of the head of state is handled exclusively by the media attaché of the Presidency of the Republic who looks after the writing of reports and has them published in the paper.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.1

## 2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies

There is adequate competition legislation and regulation that helps to prevent media concentration and monopolies.

Generally speaking, Togo's competition law prohibits any anticompetitive conduct (section I, chapter IV of act No. 99-011 of 28 December 1999). In terms of article 12 of the act, "all forms of concerted action, open or tacit agreements or collusion designed or likely to prevent, restrict or imperil the exercise of competition in a particular market, are prohibited ...". The exploitation of a dominant position in the market as a whole or a substantial part thereof is expressly interdicted by article 13 of the act.

More specifically, article 4 of the Press Code act enjoins the state to take "all measures designed to ensure that all information outlets, public or private, print or broadcast, compete equally and freely so that the press and other media of information and communication can fulfil their mission of serving the public interest".

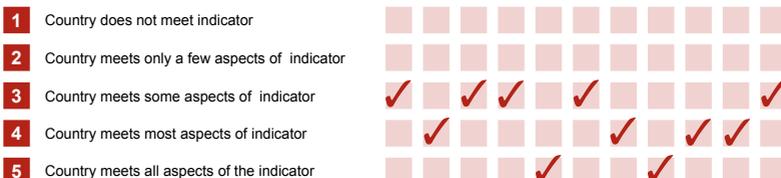
The media law provides that no natural or legal person will be allowed to have direct or indirect control over more than 20% of publications or of radio or television channels.

Act No. 2004-021, which governs the operations of the HAAC, further stipulates that the authority must have regard to the "need to prevent abuse of market dominance and any practices that might hamper free competition" when granting licences for the establishment of private radio and television stations. Furthermore, the act empowers the HAAC to make recommendations to the Togolese government for the promotion of competition in the broadcasting sector (art. 32).

One panelist observed, however, that in spite of all these provisions, certain media groups – apparently without violating the law – hold a number of information and communication outlets and thus exert considerable influence. For example, the paper *Golfe Infos*, television station TV7 and radio station *Fréquence 1* belong to one and the same group.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.7

## 2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

The Togolese government has begun to provide some direct financial support to the media sector. In 2006 and 2007, amounts of 50 and 37,5 million FCFA (US\$ 100 000 and 75 000) respectively were assigned for the construction and rehabilitation of the Maison de la Presse. The amount of state financial assistance was then set at 75 million FCFA but was not disbursed in 2008. It appears that the first interventions of government in the sector were primarily guided by the desire to secure the support of journalists in the outlets selected.

Every beginning of the year the president invites organizations to exchange new year wishes. In January 2009, President Faure Gnassingbé announced at this occasion that the subsidy would be increased to 350 million FCFA. One panelist pointed out, though, that the actual allocation in the current budget is 75 million. Another expressed doubt whether the financial assistance already granted had indeed been used for the intended purposes.

In effect, the overall amount of assistance for the media from the public purse has come to 350 million FCFA in 2009. A direct subsidy of 200 million FCFA was distributed among 78 media organisations (4 television channels, 34 radio stations and 40 print publications) and 4 professional bodies (Conseil National des Patrons de Presse - the national media owners council, the Union of Independent Journalists of Togo, Observatoire Togolais des Médias - a media monitoring body, and Maison de la Presse). A budget of 95 million FCFA was allocated for training and a further 5 million FCFA was spent on covering the operational costs of the commission in charge of aid to the media.

Financial or economic measures in support of the media are provided for by the act governing the Press Code in its articles 4 and 5. According to the act these may be “in the form of support for the collection and transmission of information by means of preferential tariffs or tax exemptions on telephone, fax and courier services, transport, tapes, cassettes, compact discs and others”.

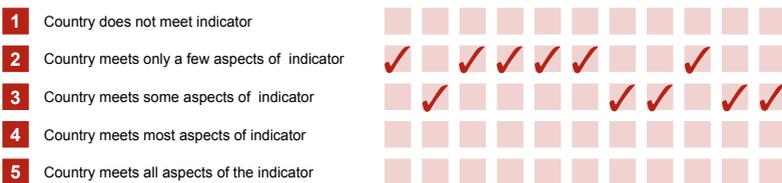
In the opinion of some panelists, however, the intention expressed in the law has not materialised in practice when it comes to economic support. One of the reasons is that there are no regulations for proper implementation. In fact, the Press Code states that “the conditions and modalities of determining preferential and other support measures will be set by decree in the council of ministers”.

While the allocation of direct subsidies may indeed have conformed with the provisions of the law in 2009, the regulations were not applied in 2010, at least not up until the time when the AMB meeting took place (September 2010).

The question of diversity in the media landscape is particularly relevant in the audiovisual sector, given that print media are not required to obtain prior permission from a public authority. In the area of broadcasting the law establishes a clear correlation between the issuing of a licence to establish and run a private radio or television station by the HAAC and the “prime importance of a diversification of operators in order to safeguard pluralism and a variety of socio-cultural expression”.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.5

## 2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.

In the words of a female panelist, “this reflection is not fair because currently it cannot be fair”. In Togo, women are not used to expressing their views “for historical and cultural reasons”. In fact, “the men speak on behalf of the women”. Women’s reluctance to participate in the public discourse is particularly evident in the area of politics - “many women refuse to get involved”. Some “fear they might die and no longer be able to take care of their children”. In a public debate one political leader was reported to have expressed her surprise at the fact that both her husband and herself should be involved in politics, thus putting at risk the life of a father and mother of the same family.

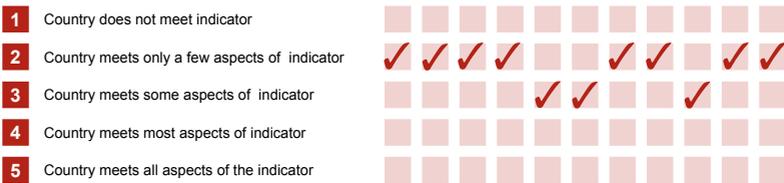
Nevertheless, all panelists agreed that real efforts are being made to change the situation. Positive moves in this direction are due in no small part to the excellent work of associations that actively push for better training and the promotion of women’s interests in general.

In the media, improvements in the representation of female voices are noticeable particularly in the area of broadcasting. Some women have come to be known for their omnipresence on air. “Lately, on one particular radio station you will always hear the same woman sounding off on all sorts of subjects”. Overall, the number

of women ready to speak out in the media remains modest, but they do give their views on all areas of public life. The print media are lagging behind in this regard and interviews with women are still rare. To remedy this situation, panelists recommended that the media should do more to actively approach women and seek their opinions.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.3

## 2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

With the exception of the political domain – marked by a clear division between those in power and the opposition and thus between pro-government and pro-opposition media – radio and television stations as well as newspapers in Togo reflect the whole spectrum of opinions and schools of thought in the country. Taken together, the Togolese media give adequate expression to all the different facets of society and public life in general.

The broadcast media, radio in particular, are better able to reflect diversity in terms of languages, religious beliefs and opinions. Despite all efforts to promote diversity of political opinions, though, some public figures prefer to adopt the policy of the empty chair. One panelist told of how, on a number of occasions when he had been invited to a debate on air, his intended fellow discussant – from the opposite political camp – declined to participate once he knew who his opponent was going to be.

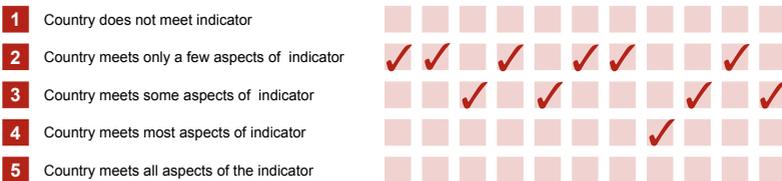
Another panelist pointed out that in the capital, Lomé, most of the private radio stations are supportive of the opposition in their tone, editorial choices and commentary. For that reason, leading figures within government did not dare to

participate in their programmes, especially in the case of interactive, question-and-answer sessions.

One of the unfortunate effects of this bipolarisation of the political and media landscape is that official sources of information are not ready to respond to requests from media which are perceived to be anti-government, even less to provide them with information. This serves to skew the balance of information released to the one or the other camp.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.5

## 2.9 The country has a coherent ICT policy, which aims to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

Panelists were not aware of any clearly defined policy on information and communication technologies aiming to respond specifically to the information needs or expectations of citizens. The pronouncements of government in this regard are limited to declarations and statements of intent as part of action plans in development policies.

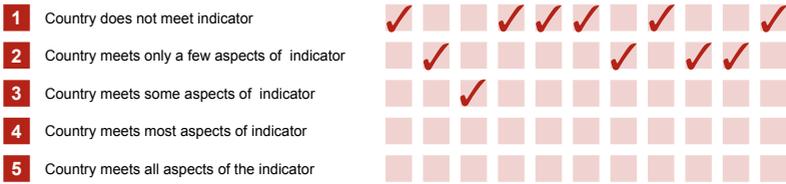
There are also no legal guidelines or specific sectoral policies in terms of new information and communication technologies. One panelist recalled a statement by the president of the HAAC according to which Togo will switch over to digital in 2012.

The 2010 – 2015 government plan of President Faure Gnassingbé, on the basis of which he was elected in March 2010, contains some further indications on the envisaged strategies and activities in the area of ICT. In the chapter on wealth

creation, the head of state commits to pushing up the telephone and internet penetration rate to more than 75% over the next five years. In the area of leisure, sports and arts the presidential plan envisages that the process of digitalisation and satellite transmission of TVT, the national broadcaster, will be finalised over that period.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.5

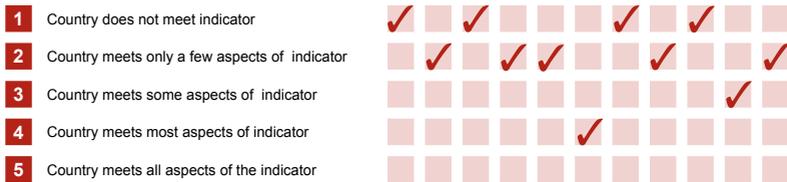
## 2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

According to the panel the government does not only use its power over the placement of advertisements by state and parastatal bodies in this manner. What is more, one participant said, the use of this weapon in order to punish those media which are less accommodating of the regime has been defended and justified by the President of the Republic himself.

Questioned on this subject by a professional organisation, the President is said to have responded that this was perfectly normal and that if the media criticised the government they could not expect to get any advertising manna from the state. In any case, the procedures of placing state advertising and the way the cake is divided remain murky and are certainly not objective. “They pretend but the dice are loaded”, as one panelist commented.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

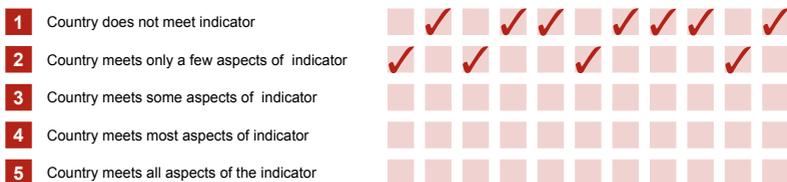
1.9

## 2.11 The advertisement market is large enough to support a diversity of media outlets.

There are very few private advertisers in Togo. While there are a number of large companies such as public and private telephone operators (Togo Télécoms, Moov, Togo Cellulaire) and the National Lottery, they only take out advertisements “sporadically”. It is difficult, therefore, to come up with any precise figures for the overall size of the market.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.4

Average score for sector 2:

2.2



# SECTOR 3:

**Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.**

## Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

### 3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

There is no specific legislation on broadcasting apart from some provisions in the Press Code act relating to audiovisual communication. However, this legal framework, such as it is, is too broad and too general to allow for any assessment of its possible effect on the development of public, commercial and community radio and television broadcasting.

Under these provisions, “the frequency spectrum is the property of the state which can, for a specified period, allocate parts of it to be used by natural or legal persons (...)”. Article 40 of the Press Code act states that “any request for authorisation to operate a private radio or television station must be made to the High Authority for Broadcasting and Communication [HAAC] which will set the licence conditions in respect of the duration and characteristics of the respective programme, the coverage area and the types of services offered ...”

In fact, the specifications regarding the format of the proposed radio or television station will be found in these licence conditions, i.e. the regulatory framework, and in the contractual service agreements that the state enters into with private operators. Some panelists noted that this points to an overlap of responsibilities between the HAAC on the one hand, and the Post and Telecommunications Regulatory Authority (ARTP) on the other.

## Scores:

### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>								

Average score:

2.3

### 3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

The High Authority of Broadcasting and Communication (HAAC) is responsible for the regulation of the broadcasting sector in Togo. The HAAC is a constitutional body and an institution of the Republic whose composition, organisation and operation are defined by law. According to the constitution, the HAAC is tasked to guarantee the freedom and protection of the press and other mass media, uphold respect for ethical standards in the information and communication sector, and ensure equitable access to the public media by political parties and associations. The authority also grants licences for the establishment of new private radio and television stations.

The HAAC's founding act in its first article states that the regulatory body "is an institution independent from any administrative authority, any political power or political party, or any association or pressure group." In order to safeguard the independence of the HAAC, members must not hold any elective mandate, be office bearers of a political party or other association, or be in the employ of the civil service or exercise any other profession. In order to exclude any potential conflict of interest, they are also prohibited by law from holding shares or any other interests in media, film, advertising or telecommunications companies. Members of the authority are sworn in before the Supreme Court and pledge that they will perform their duties independently and impartially. In addition, the legislature has decided that the mandate of HAAC members cannot be terminated.

According to some panelists, however, the procedure for appointing members to the High Authority goes against the spirit and the letter of the law. Of the 9 members of the body, 4 are in fact nominated by the President of the Republic - in compliance with the criteria laid down by law, but at his discretion. The other 5 members are elected by the National Assembly, 2 of them from a list submitted by the most representative organisations of journalists and communication technicians. This, according to one participant “puts the independence of the body from the ruling party and the majority in the National Assembly into question”.

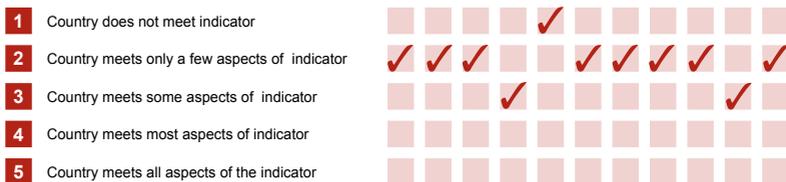
The 3 remaining positions are filled by calling for the nomination of independent candidates. However, one panelist said that the National Assembly has on occasion bypassed this provision by electing only one member from the list proposed by the professional bodies, arguing that the second professional candidate should come from the public press sector. To this end, a professional from the state media had previously been encouraged to submit his name as an independent candidate.

Other panelists do not share the doubts expressed about the independence and impartiality of the HAAC. In their view it is up to members to perform their duties according to the law and independently from those who nominated and elected them. “It is primarily a matter of personal responsibility.”

In April 2009 the decision of the HAAC to temporarily suspend all interactive programmes on private radio and television stations raised an outcry in Togo and elsewhere. This step, denounced at the time by all professional bodies (UJIT, CONAPP, OTM), was taken on the grounds that there had been numerous instances of distortion and misrepresentation of facts on air concerning the alleged coup d'état plot by Patcha Gnassingbé against his step brother, Faure, the President of the Republic. The HAAC had to reverse its decision a week later.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

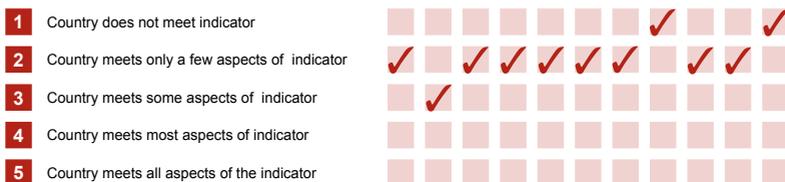
2.1

### 3.3 The body regulates broadcasting services and licenses in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

The responses of the panel in answer to this question focused mainly on the technical aspects of spectrum management. One panelist noted that the HAAC has no control over this and “should have been given the prerogative to make such technical decisions when the body was created”. As it is, frequencies are assigned by calling for applications. This, according to another panelist, does not necessarily mean that the process is transparent and fair. For example, when a call for applications for the award of frequencies was made approximately two years ago, an applicant won two frequencies.

#### Scores:

##### Individual scores:



Average score: 1.9

### 3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

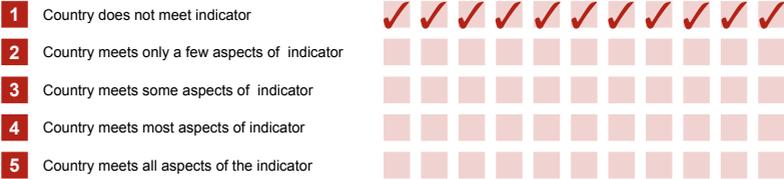
Télévision Togolaise (TVT) is a state broadcaster which, at the administrative and institutional level, reports to the Ministry of Communications of which it forms part. In other words, the government exercises direct control and provides funding in the context of the organisational structure and the budget of the Department.

This means that TVT does not have a board of directors. The station is headed by a Director General appointed by the President of the Republic on the recommendation of the HAAC. Article 29 of the Press Code act provides that “members of the executive of the official media have the legal status of civil servants and are appointed after consultation with the High Authority.” One

panelist noted, though, that the Director General of TVT can be recalled at any time.

### Scores:

#### Individual scores:



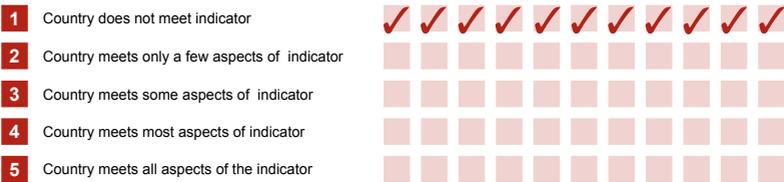
Average score: 1.0

### 3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the state/public broadcaster.

The state broadcaster is not headed by a board of directors.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score: 1.0

### 3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

Because TVT is a state rather than a public service broadcaster, panelists were of the opinion that the question of its editorial independence from political influence does not even arise, either as a matter of law or in practice. There is no specific law on state broadcasting on the statute books.

It should be noted, though, that the obligations of state/public radio and television in editorial matters are spelt out by a presidential decree dated December 3, 1997. According to article 22 of this statutory instrument, “the sociétés de production de programmes ensure the independence and pluralism of information as well as the diverse expression of thought and opinion within the boundaries of the law”.

The text continues: “Programmes of any kind must not be one-sided or biased in favour of one or several currents of thought or opinion. To this end, the national programme societies will see to it that the principle of equal treatment is being complied with, especially in programmes where positions are taken on political, philosophical, religious or social issues.”

#### Scores:

##### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>						
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>												
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>												

Average score:

1.8

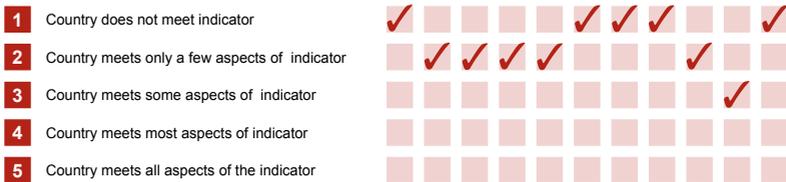
### 3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

Because funding for the state broadcaster comes essentially from the state budget, via the Ministry of Communications, panelists conclude that there is no protection against arbitrary interference with its budget.

Being able to fend off such arbitrary interference would presuppose some measure of managerial autonomy. As it is, management needs prior approval from the Minister for any decision which might have budgetary implications.

#### Scores:

##### Individual scores:



Average score:

1.6

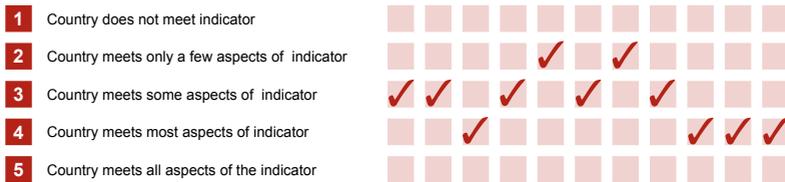
### 3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.

State radio covers the entire national territory. On Radio Lomé all the local frequencies that people can tune into to listen to the station are read out every morning at the start of transmissions. However there are occasional breakdowns.

TVT has achieved almost total coverage, except for a few pockets.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.2

## 3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

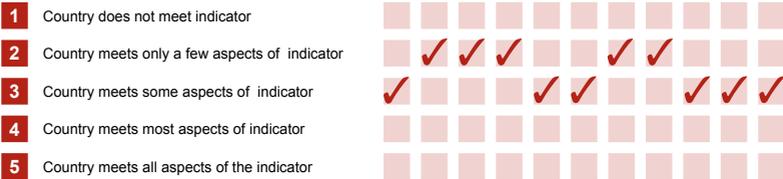
The panel recognised that real efforts are being made by TVT and national radio to offer viewers and listeners a variety of programmes and thus give a fairly full picture of Togolese society in terms of languages, topics, etc. On television, for example, there are two ‘grands rendez-vous’ (major meeting points): “Au coeur de la Nation” (At the heart of the Nation) and “Plateau de la Semaine” (Weekly Platform). These are controversial debates offered on Fridays and Sundays respectively which feature representatives of civil society. In addition television news report on all important events, including topical developments in the political arena.

Political diversity, however, is not always well reflected by the public broadcaster. To cite just one example, one of the panelists noted that TVT does not cover the weekly demonstrations of the Front Républicain pour l’Alternance et le Changement (FRAC - Republican Front for Change), a grouping of opposition parties which has been meeting each week since the election of March 2010 to voice its protest against the victory of President Gnassingbé. In fact, it is only during election periods that the HAAC is enjoined, by law, to ensure that all competing shades of political opinion are given expression.

According to some panelists Togolese television generally covers the events that it is requested to cover. Still, one participant added, organisers always needed to make transport available for the reporting team, as well as per diems. Such preconditions, it was pointed out, are in stark contrast to what a public service should be: provided free of charge, and respecting the principles of neutrality and continuity.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.5

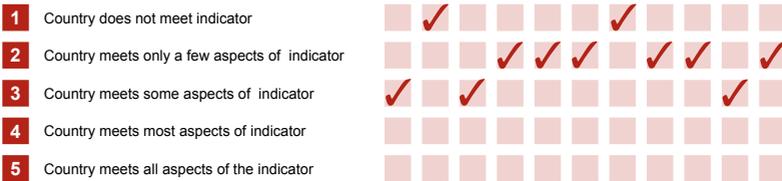
### 3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

Some members of the panel expressed the view that efforts are being made in this regard. Information is becoming more balanced, except when it comes to political coverage. “In the political arena, there is still a lot of tip-toeing”, said one. In fact, the state broadcaster uses a wealth of ingenious methods to avoid certain political issues. According to one panelist, Radio Lomé imposed a complete “blackout” on a statement that a number of consumer organisations had paid for to announce a demonstration against high prices in 2008. Not only was the communiqué never broadcast, but the amount charged was never refunded.

Another panelist referred to the technique of silently passing over some images on screen while the presenter of a news or current affairs show will only make summary mention of certain topics. At times radio or TV even edit statements in such a way as to make a person say the opposite of what was actually said in the interview. To guard against such practices, some people refuse to grant interviews to the state broadcast media, except when they are aired live.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.1

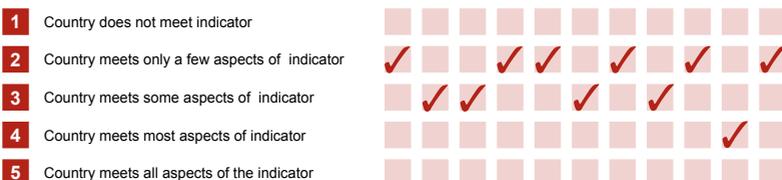
## 3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

Panelists were divided on this issue. Some felt that there is no local content which might be described as creative and offering variety. Others said there were at least some commendable initiatives, among them the regional journal on TVT which provides information on what is happening in places away from the centre. Radio Lomé offers news in two local languages. However, it broadcasts the same programme nationwide and there are no magazines or documentaries on radio that deal with local issues.

National TV sends out regional teams all over the country to cover events and produce programmes, but the lack of resources does not allow them to do on-site and on-time editing. As a result events will be covered on air only 2 to 3 days later. The only exception are visits of the President of the Republic anywhere in the country: the head of state has his own dedicated media contingent with all the necessary logistics.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.5

### 3.12 Community broadcasting enjoys special promotion given its potential to broaden access by communities to the airwaves.

Community radios are a relatively new medium in Togo and there is no mention of them in legislation, notably the Press Code act and the law which governs the HAAC. However, because they are by definition private radios, they are presumed to be bound by all legal provisions applicable to private radios.

Decree N° 3/2005/HAAC/PR of 3 November 2005 on the licence conditions and obligations of private radio and television service providers, though, gives one clear definition: “All non-profit radio or television stations will be regarded as faith-based or community broadcasters”.

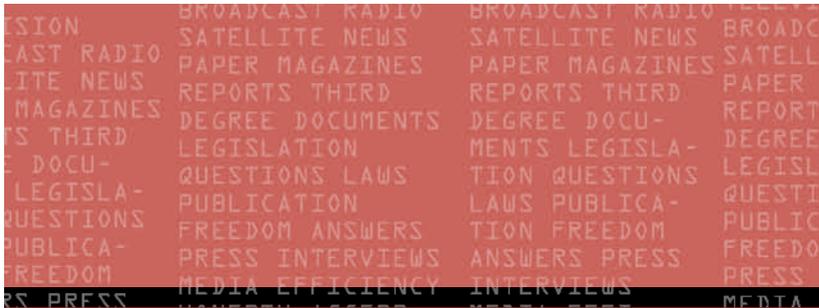
#### Scores:

##### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓	□	□	□	✓	□	□	□	✓	✓
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	✓	✓	□	□	✓	✓
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□

Average score: 1.4

Average score for sector 3: 2.0



# SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.



## The media practice high levels of professional standards.

### 4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

The Observatoire Togolais des Médias (OTM) is the self-regulatory body of the Togolese media and acts as a tribunal of peers. The association was created in November 1999 at the initiative of five professional organisations (UJIT, SAINT JOP, SYNLIICO, Maison de la Presse, ATEPP), and continues to benefit from the pooling of resources which gives it added clout. In 2002, together with all the individual professional organisations, OTM developed a code of conduct for journalists and communication technicians.

The self-regulatory body holds hearings between complainants and journalists and uses these to remind the latter of their professional and moral obligations in the exercise of their profession. The OTM also organises seminars to train media practitioners and sensitise them on professional standards and the code of ethics.

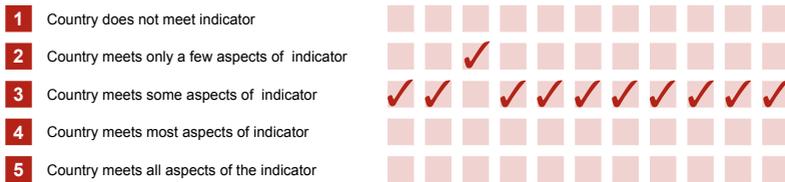
There are apparently large numbers of complaints brought against the media for breaches of ethical norms and professional standards. However, the association no longer seems to enjoy the confidence of all stakeholders. Its detractors accuse the OTM of consistently favouring the authorities in some of its decisions and of being too close to the HAAC. The credibility of members is also questioned.

Nevertheless, the self-regulatory body still exercises considerable influence because the outcomes of its deliberations, though not binding in themselves, are taken into account in the allocation of aid to the press.

In 2007, the National Press Board had to make an “appeal for the professional reporting of information” following violent demonstrations in the Marcory (Abidjan) neighbourhood in reaction to a newspaper article on the death of a house worker beaten by her boss. The CNP stated in its press release that “certain newspapers, in their Thursday 21 June 2007 edition, reported that the house worker was dead whereas she is well and truly alive. This information, published without being verified in the least, could have had more serious consequences on the social climate, on the lives and properties of the community to which the accused person belongs”.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.9

## 4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

The Togolese media have been facing a real crisis of trust and credibility in recent years. In the words of one panelist: “I don’t believe our media any more, and I haven’t done so for the past 7-8 years”. Reference was made to completely fabricated stories (e.g. the alleged construction of a mansion worth FCFA 75 million [US\$ 150 000] by Patcha Gnassingbé).

In relatively less serious cases, journalists rely on half-truths and hearsay. “Our journalists often write on the basis of rumors that they do not verify.” As a result, it is often difficult for defense lawyers to plead their case in court.

Panelists gave many explanations for this state of affairs. On the professional level, the lack of training seems to be the main problem. “Some journalists do not know that they must verify and balance information.” The problem is compounded by the unbridled pursuit of scoops and the lure of financial gain. Some sources of information take advantage of journalists’ poor working conditions – in particular the fact that they are not being paid decent wages – to manipulate them by granting them per diems and other more or less acceptable rewards.

Referring to a case currently before the courts, a panelist noted that the complainant himself had been the one who manipulated the journalist against whom he was now bringing a charge. Another panelist recalled the case of a woman who had made a journalist believe she was married to the head of state although there was absolutely no truth to her story.

Another explanation for the violation of the basic principles of accuracy and impartiality lies in the difficulties faced by journalists when trying to double-check information. Information is a perishable commodity and journalists do not always

have the patience to wait. Often they will simply say that the information published is still to be verified or confirmed. “That’s cheating!”, one panelist exclaimed. The practice is particularly widespread when it comes to information relating to the administration of public affairs. In this domain as in many others, the panel noted, there is also discrimination in the way information is communicated to the media.

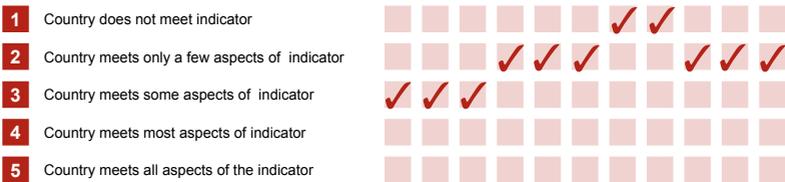
In the view of the panel, the sorry moral and professional state of the Togolese media is also due to historical factors. The first journalists in the private press were political activists, “freedom fighters” who took their fight to the media arena together with their whole arsenal of partisanship, diatribes etc. Even today, “there are more activists than journalists among the editorial staff,” according to the panel.

However, one should be careful not to generalise or exaggerate the gravity of the situation. “We must not take isolated cases and hastily conclude that the Togolese press is not credible”, said one panelist. The majority recognised that there are some papers which do an excellent job, with rigorous and thorough investigation and systematic verification of facts. Still, by one panelist’s count, these number not more than ten out of fifty published regularly in the country.

Finally, one panelist suggested that perhaps the issue should be looked at within the broader context of the multidimensional crisis that Togolese society is currently facing. Under these conditions people demand an escapist press, with stories that will allow them to relax and unwind. And the most professional media will not necessarily be the ones that sell best. Quite to the contrary.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.1

### 4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

The Togolese media are marked by the predominance of political coverage and a clear focus on the microcosm of the capital Lomé and the other urban centres. “It’s politics that count - if you don’t have that, you will not sell,” one panelist explained. This approach is particularly noticeable in the private print media though. The state or public media, Togo Presse and TVT, offer more diverse content both with regard to subject matter and genres.

However, both in the private and the state media, the investigative approach to stories is often sacrificed at the altar of instant and superficial coverage of events as they happen. There may be the occasional attempt by some journalists to probe deeper, but, as one panelist observed “as soon as a fresh news story comes up, these attempts are derailed.”

This is why, despite numerous training opportunities already offered in the field of investigative reporting, journalists have still not mastered this aspect of their craft. On the contrary, there is a lot of confusion between the different editorial formats and genres. Moreover, journalists often lack the basic training, knowledge and general background necessary to conduct a successful journalistic investigation. Lastly, they fear putting their lives at risk if they show too much interest in certain issues - quite apart from the fact that this takes a lot of effort.

Insufficient training does not explain why journalists have so little appetite for investigation, one panelist said, citing in particular a training course organised by the Union of Independent Journalists (UJIT) in collaboration with the Ebert Foundation. He attributed this shortcoming rather to the absence of mentoring and coaching within newsrooms and editorial departments and the lack of resources.

## Scores:

### Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										
3	Country meets some aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						

Average score:

2.6

## 4.4. Equal opportunities, regardless of race, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

The panel discussions on the question of equal opportunities focused mainly on gender equality where a steady improvement was noted. The most prominent example of this positive development is, without doubt, the appointment of Claudine Akakpo as the director of ATOP (the Togolese news agency).

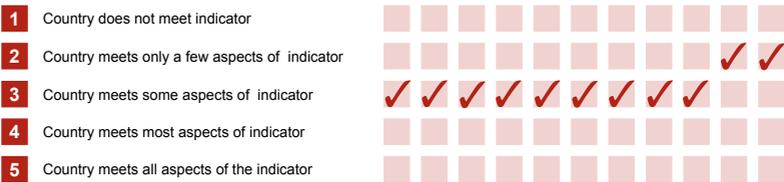
One of the panelists recognised that media houses are clearly making an effort in this regard. However, he wondered whether women were really willing to take over leadership positions in newsrooms and editorial departments. In his view, female media practitioners do not always have enough self-confidence. Added to this, he said, are the professional, social and cultural constraints that serve to impede their ascent in the hierarchy of media organisations.

Out in the field, however, there are more and more women gathering information and reporting on events. One panelist suggested this might be related to the fact that women often find it easier to get access to sources of information. Specialisation according to gender, particularly when it comes to the coverage of culinary, beauty or general lifestyle issues, is not really practised any more.

More generally speaking, one of the panelists believes there is no real discrimination, citing for example the case of a blind person who has launched a community radio. Another participant, though, referred to what he called “a malaise” regarding appointments with political or even ethnic overtones in the state media.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score: 2.8

## 4.5 Journalists and editors do not practice self-censorship.

Self-censorship is common practice in the Togolese media, both public and private. However, the reasons for such self-censorship in the two sectors differ.

In the public sector journalists are, on the one hand, afraid of negative reactions from state authorities to the publication of certain information or their choice of a particular angle and, on the other hand, the overzealous behavior of their immediate bosses. Even though such practices may be becoming less common, one panelist indicated that journalists have received warnings by telephone or been fired while they were still on air.

To illustrate this fear of sanctions, another panelist told the story of how a few years ago a director of TVT had a live broadcast interrupted after half an hour. The show was put back on air on the instruction of the head of state himself who had been watching television at the time and, paradoxically, found the programme very interesting.

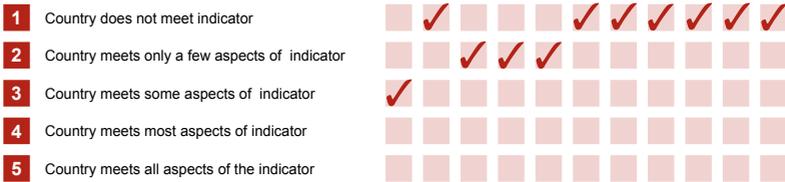
Today, self-censorship is due primarily to the fact that in the case of a severe and abusive sanction, journalists or communication technicians working in the public sector do not have any guarantee of legal recourse against their employer. Often they are not formally notified of their dismissal. Mention was made of a case where a journalist was laid off for a year but still had to report for duty. Moreover, the administrative chamber of the Appeals Court, which has jurisdiction over such matters, is not functioning normally.

In the private sector journalists and technicians do not fully exercise their editorial freedom mainly to avoid possible attacks on their physical wellbeing from the people they are reporting on. The fear of “venturing too far” and the absence of reliable evidence are also cited as a motivation for self-censorship in the private media.

Whether in the public or the private sector, though, the panel noted that self-censorship is applied primarily to political and economic information. Some cultural issues are also approached with great caution or simply avoided for fear of possible harm that their coverage might inflict on the security and integrity of the media and the journalists concerned. Journalists also practise self-censorship in relation to information involving their bosses and their relatives.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.5

## 4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

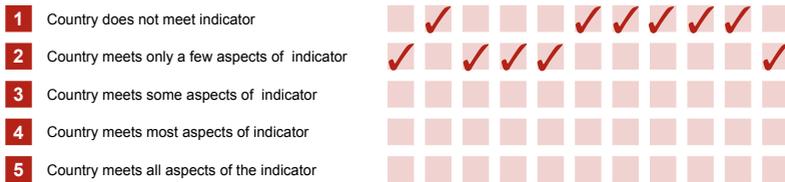
Interference of media owners in the operations of editorial teams and the orientation of their papers is “systematic”, according to some panelists. Owners influence the editorial line according to their personal or professional relationships and the sensitivity of the topic covered. One participant, a newspaper editor, said that when information went against his political beliefs, he would not allow it to get into print.

Panelists felt this was understandable because he who controls the purse strings will obviously be able to exert pressure on the editorial team, the content and the orientation of his product. However, the Press Code act - echoing the code of ethics - offers journalists a means to free themselves from the diktat of the owner: the conscience clause. This allows journalists who may find themselves in disagreement with a new editorial line adopted by their paper to terminate their contract at the expense of the employer. Article 65 of the act provides that the conscience clause may be invoked if there is a substantial change in the orientation of a media outlet which creates a situation in which an employee’s honour and reputation or moral interests in general may be affected.

The conscience clause is actually being applied in Togo. One panelist mentioned the case of a newspaper where four journalists resigned following a change in editorial policy.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.5

## 4.7 Journalists and media have integrity and are not corrupt.

Although it is difficult to measure the phenomenon precisely and to back up all charges in this regard with irrefutable evidence, corruption is perceived - sometimes experienced - by the panelists as an endemic practice and a “serious problem” in the media. One panelist, editor and owner a paper, readily admitted that his publication had received money for pursuing a particular editorial line and that he did not prohibit his journalists from “taking” a donation as long as they did not actively solicit it.

If there is corruption, one panelist pointed out, there must be a corruptor somewhere. The panel also underlined the vital role played by politicians in fueling corruption. Nevertheless, a distinction should be made between practices which are reprehensible in terms of professional ethics - but perfectly legal - and real acts of corruption. During election periods, for example, the HAAC allows candidates to conclude contracts with private media and pay them a fee in exchange for receiving equitable coverage. This is justified by the fact that private media, unlike the state media, do not receive public funding to cover election campaigns and the actual polling process. This mechanism was applied in the 2007 and 2010 elections and welcomed by all the parties involved.

Overall, relations between the media and politicians remain marked by the omnipresence of money. And, one panelist cautioned, there is no room for any form of Manichaeism in this game: “Power and opposition corrupt.” Some media outlets are said to “receive money every month” from certain personalities or political parties.

The integrity of journalists is also compromised by other practices that violate both professional standards and general norms of ethical behaviour. Panelists cite numerous cases of blackmail. One of the tried and tested techniques is to “invent a harmless piece of news and then embellish it, intimating that some information has been kept back to be published later.” The purpose is to induce the target to negotiate and come to some form of accommodation in order to block the release of information.

Another example cited was that of a journalist who paid staff members of a company for information about their director general in order to blackmail him through the media. There is also the almost systematic use of “gombo”, in other words a reward paid to journalists in exchange for compliant and favourable coverage.

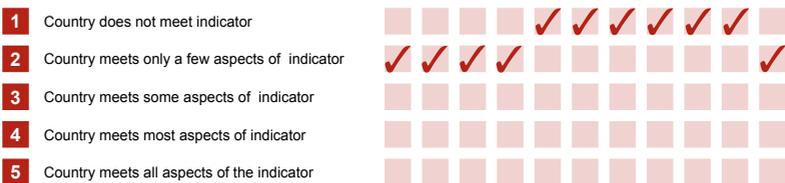
In this regard, the panel saw no difference between the state and the private media. The state media sometimes demand transport for their reporting team from event organisers. In addition, the journalists themselves may ask for their share of “gombo”. If by chance the organiser gives them the same amount as the private media, their reaction may be negative.

Finally, mention needs to be made of groups of so-called journalists who have no known connection with any media outlet, but who – thanks to a good information system - will turn up to “cover” all the events where they hope to collect an incentive or “gombo”. These groups have earned a veritable reputation for themselves under various names: “G16”, “G20” or “G22”, etc.

One panelist noted that in spite of all this there are still journalists with integrity who refuse to take any form of remuneration without justification.

## Scores:

### Individual scores:



**Average score:** 1.5

## 4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

Togolese journalists are mostly poorly paid. According to some estimates, average monthly wages are in the region of FCFA 15 000 to FCFA 20 000 (US\$ 30-40). Sometimes freelancers even work for no pay at all. There is no collective agreement for journalists and other media practitioners. There is also no payment for overtime. Formal and binding contracts are rare in the industry. It should be noted however that certain publications such as Liberté and Forum offer salaries in excess of 100 000 FCFA.

Apart from low wages there is also no social insurance cover. The Union of Independent Journalists has been trying to take out collective insurance for its members but has not managed to do so yet. Nevertheless, some media companies are making a real effort in this regard, notably Liberté, la Chronique de la Semaine and Canard Indépendant. At Canard Indépendant 2 out of 7 journalists who make up the editorial team are enrolled with the state social security system, according to one panelist.

As for general working conditions, these are characterised mainly by weak logistics. There are too few means of transport and this limits the ability of Togolese journalists and technicians to do their work out in the field.

### Scores:

#### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	✓	✓					✓	✓	✓	✓		✓
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator			✓	✓	✓							✓
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator												
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator												
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator												

#### Average score:

1.4

## 4.9 Media professionals have access to training facilitates offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

Of the total FCFA 350 million (US\$ 700 000) granted by the state to the media sector, roughly a hundred million have been allocated to training: 50 million for formal training, 25 million for on-the-job training in newsrooms and editorial departments, and 20 million for topic-specific training in the form of seminars.

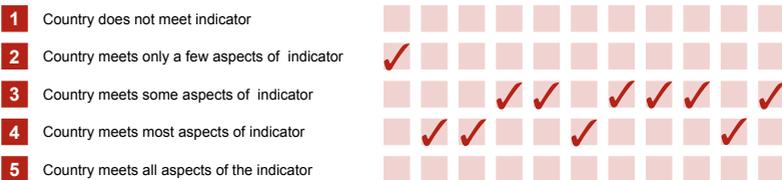
Both the Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA - institute of information sciences, communication and the arts) and the Ecole Supérieure des Techniques des Arts et de la Communication (ESTAC – technical college for arts and communication) have benefited from this assistance from the public purse.

With regard to in-house training, reference was made in particular to training sessions organised by Independent Express for its journalists and the technical training and capacity building offered by national television TVT for its technicians.

Professional organisations and unions are also trying to help train their members. One example is UJIT which, since its formation in 1993, has been cooperating with the Ebert Foundation to provide training for its members in the areas of copy writing, investigation and reporting.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score: 3.3

## 4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations.

The panel noted that the country boasts a significant number of vibrant and dynamic professional media bodies. The most recent formation is “SOS Journalists in Danger”, set up in response to the large number of cases of harassment through court cases, of threats and of attacks that Togolese media practitioners have been exposed to over recent months.

At its founding meeting on 1 September 2010, the association adopted as its goals the defense of media freedom, assistance to journalists in danger, the mobilisation of national and international bodies in support of media and journalists under threat and, finally, the coordination of activities in this regard.

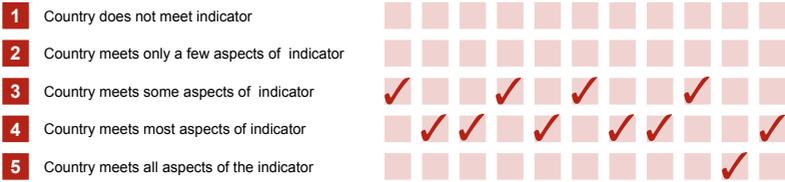
An employers’ umbrella body, the Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP - national council of media owners) was established in December 2007. It is the result of the merger of four existing associations: the Conseil Togolais des Editeurs de Presse Privée (CTEP), the Organisation des Editeurs de Presses Indépendantes (OREPI), the Association Togolaise des Patrons de Presse (ATOPAP) and the Union des Radios Télévisions Libres du Togo (URATEL).

Unlike the employers bodies which have come together mainly to facilitate negotiations on collective employment and wage agreements in the industry, the associations of journalists and communication technicians remain divided depending on whether their members work in the public or the private sector. The Union of Independent Journalists of Togo (UJIT), founded in 1993, gave itself the mandate to “defend the material and moral interests of journalists in the independent media and to fight for media freedom.” Media practitioners in the public sector have a choice between two professional bodies: SYNLICO and SAINT JOB.

The associations were said to be working reasonably well, but falling short of the expectations of media professionals. According to one panelist, though, SAINT JOB was making a real impact.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.6

Average score for sector 4: 2.3

OVERALL COUNTRY SCORE: 2.4

## Follow-up questions

### 1. What positive changes have there been in the media over recent years?

- Revision of the law on the HAAC
- Less political pressures
- More controversial and argumentative debates
- Implementation of state aid to the media
- Changing of two weekly papers into private dailies
- More women in the media sector (two publications now have women at the helm)
- A woman now heads a state media body (the Togolese Press Agency)
- Admission of journalists from private media to the delegation of the President of Republic
- The HAAC now includes private media in the coverage of electoral campaigns
- National television now allows for collaboration with journalists from private media

### 2. What negatives changes?

- More interference in the work of the media in general
- Corruption in the media has increased
- Suspension of radio programmes by the HAAC
- Political polarisation in the media has intensified
- More and more restrictions on the access of public/state media to opposition parties

### 3. Reasons for positives changes

- Political will to open up
- Pressure from external partners
- Determined actions of media practitioners
- Sense of entrepreneurship
- Awareness of gender issues

### 4. Main obstacles

- Precarious situation of media organisations
- Insufficient training
- Absence of regulations on the application of international instruments (Florida convention on tax exemptions for entrants into the field)

- Excesses due to the political will to open up
- Threats by the political class
- Partisanship of journalists
- Weak media market
- Weak advertising market

## Activities for the next two years

- Putting in place an agreed salary structure (UJIT)
- Setting up of the State media in office (trade unions)
- Capacity building for media practitioners (basic professional competencies)
- Organization of general State medias
- Ensuring that state aid to the media is provided regularly (CONAPP)

### Panel members:

Maitre Kpande-Adzaren Raphael (Société Civile)  
Madame Lawson-O. Nadou (Syndicaliste)  
Maitre Zeus Ajavon (Avocat)  
Monsieur Gagalo Bénétti (Société Civile)  
Madame Aidam Célestine  
Maitre Sokpoh Jonas (Avocat)  
Monsieur John Zodzi (Journaliste)  
Monsieur Ayi Mamavi (Journaliste)  
Madame Thèrèse Guemba (journaliste)  
Monsieur Augustin Amega (Journaliste)  
Un/e autre Journaliste





**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)**

Benin Office  
08 B.P. 0620 Tri Postal  
Cotonou, Benin  
Tel: +229 21 30 27 89  
Fax: +229 21 30 32 27  
info@fes-benin.org  
www.fes-benin.org

**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)**

fesmedia Africa  
P O Box 23652,  
Windhoek, Namibia  
Tel: +264 61 237438,  
Fax: +264 61 237441  
E-mail: fesmedia@fesmedia.org  
www.fesmedia.org



fesmedia Africa

ISBN No. 978-99916-864-6-2